

# PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE: 3 fr.  
                  } ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

Un an ..... 30 francs.  
Etranger ..... 50 francs.

Organe de  
défense nationale  
des Peuples  
du

## CAUCASE

GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa

SOMMAIRE

X La politique extérieure des Soviets .....	N. Jordania
Le problème du Caucase .....	E. Rassoul-Zadé
Le Caucase, l'Ukraine et le Turkestan .....	R. Tisserand
Alliance avec les Soviets .....	Dr Mir Yacoub
De l'évolution du pouvoir soviétique .....	M. Tchokaïeff
Les oubliés .....	I. Tchoulik
La famine en Ukraine .....	K.
Revue de la presse.	

---

Direction & Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15).

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

---

---

## La politique extérieure des Soviets

---

La politique extérieure est toujours un prolongement de la politique intérieure; elle se bâtit sur la ligne de celle-ci. C'est ainsi que la politique extérieure des Soviets subit des changements en rapport avec leur politique intérieure. Pour autant que celle-ci se transforme, celle-là accuse le même changement et revêt un nouvel aspect. Partant de ce point de vue, trois étapes sont à noter, trois étapes bien différentes l'une de l'autre et qui répondent à des situations également différentes.

La première période de l'existence des Soviets se caractérise, à l'intérieur, par une lutte révolutionnaire contre les armées volontaires, alors que le pays se trouvait encerclé de l'extérieur, par des gouvernements capitalistes. A cette époque, la politique extérieure de Moscou avait un caractère révolutionnaire; c'était la lutte contre l'intervention et l'expulsion du territoire russe de l'armée Denikine-

Wrangel et des régiments auxiliaires étrangers. Moscou se trouvait en état de guerre avec le monde entier; elle revendiquait la reconnaissance du pouvoir soviétique et la paix. Cette période a été close par le triomphe décisif des Soviets. Dès lors, leur pouvoir se consolide, s'élargit et se prépare à passer de la défensive à l'offensive.

La deuxième période se caractérise par le moulage de l'idéologie communiste, par la création du Kominsterm et de ses appareils, par l'activité du parti au pouvoir et par le drapeau de guerre révolutionnaire qu'il déploie.

A l'ordre du jour figure la défense de la révolution communiste en Russie ainsi que sa sécurité par une révolution déclenchée en Europe. La politique extérieure de Moscou poursuit le but d'envenimer les relations entre les puissances, de les opposer les unes aux autres, de ne faire partie d'aucun groupement, de lutter contre toute stabilisation



politique et économique, de créer partout une atmosphère de mécontentement et de haine; en un mot, de suivre partout une politique de mensonge et de duplicité, politique dite de manœuvre. Les instructions de Lénine à la Conférence de Gènes sont connues : se tenir à l'écart de toute coalition, rester toujours troisième partout.

Si la première période se termina par une victoire décisive sur tous les points, la deuxième s'acheva dans une défaite non moins décisive sur tous les fronts, intérieur aussi bien qu'extérieur.

Le développement idéologique du communisme et son application à la réalité russe isolèrent le pouvoir des larges masses du peuple, ils creusèrent entre eux un profond fossé, créèrent deux camps ennemis et jetèrent entre eux des ferments de lutte et de haine. Le parti communiste et son gouvernement perdent la sympathie du peuple; ils en sont réduits à s'appuyer sur la force brutale, sur les appareils de police. Dès lors, se pose la question non plus d'approfondir la révolution mais de se maintenir, de conserver le pouvoir déjà acquis. En même temps, le travail du Kominsterne provoque à l'étranger non point la révolution attendue, mais une réaction; le mouvement fasciste s'affirme, des gouvernements antidémocratiques se constituent, le bolchevisme est combattu, il s'affaiblit et meurt dans nombre de pays. Ni révolution communiste, ni guerre révolutionnaire. Moscou perd de sa force en tant que Kominsterne et Etat. Il ne fait plus peur à personne et personne ne le craint. Cet immense empire est devenu un Etat négligeable. Son gouvernement n'est plus obsédé du désir d'attaquer un

pays étranger, de lui imposer par force sa doctrine; au contraire, il est hanté par la peur d'être attaqué par une puissance étrangère et contraint d'adopter son régime. L'époque de Lénine est révolue, l'époque de Staline-Litvinov s'est établie, époque de déclin, d'affaissement, de chiffon de papier, de parole et de sermon : « Vivez et laissez-moi vivre ! » La coexistence côte à côte de deux systèmes économiques — du communisme et du capitalisme — est proclamée comme le dernier mot du bolchevisme.

La troisième période commence. L'idée caractéristique de cette période est la défense du régime communiste contre le danger intérieur et extérieur. L'effondrement de ce régime, au premier choc, en cas de guerre, par un soulèvement général du peuple, étant reconnu comme inévitable, les Soviets s'efforcent de ne pas fournir cette occasion au peuple exaspéré et de se maintenir au pouvoir aussi longtemps que possible. C'est de ce point de vue que la situation internationale de Moscou a sensiblement changé. Ses efforts pour avoir dans son voisinage de petits Etats, faibles et timorés, ont abouti à un échec. En Extrême-Orient, au lieu d'une Chine anarchique et d'une Mandchourie sans maître, le Japon se dressa devant lui portant son empire jusqu'aux confins de la Sibérie. Les Soviets y voient non sans raison un danger imminent, et une politique de recul a commencé avec un souci croissant pour la sécurité de ses frontières occidentales. Or, ce danger est-il réel ou imaginaire ?

Le premier indice d'une portée mondiale du développement formidable du Japon a été la défaite qu'il infligea à la Russie, il y a quelque

27 ou 28 ans. Avec la conquête de la Corée, le Japon passa des îles sur le continent, créant ainsi une base terrestre pour son expansion. La grande guerre nettoya les rives mandchouriennes d'Européens.

Kiao-Tchéou passa entre les mains des Japonais. Les milieux dirigeants des libéraux s'en contentèrent ; ils établirent avec le gouvernement des Soviets des relations pacifiques. Mais voici qu'apparaît l'indécision habituelle des libéraux : conférences, S. D. N., verbiages, tendant à étendre l'hégémonie du Japon sur l'Asie. Ce piétinement stérile sur place provoque l'indignation dans les milieux militaires et parmi les larges masses du peuple ; une politique plus énergique fait l'objet de revendications générales. Les libéraux perdent le pouvoir. Sous la conduite du général Araki, les militaires se dressent et se mettent à la tête du pays. Leur activité première est marquée par la guerre contre la Chine, la séparation de la Mandchourie, le conflit du chemin de fer de l'Est-Chinois. Ils tirent parti, fort justement, des difficultés insurmontables que présente la situation internationale. C'est le moment ou jamais de tenter quelque chose ; ce moment passé, il sera trop tard ! pensent-ils.

Cette politique agressive du Japon est-elle passagère, inventée par les romantiques afin de trouver une occupation aux milieux militaires, ou découle-t-elle de la situation réelle du Japon, de ses relations économiques intérieures et de ses besoins nationaux ? Pour répondre à cette question, il suffit de se souvenir de la densité de la population du Japon et de l'étendue de son territoire. On compte là, sur un kilomètre carré deux ou trois fois

plus d'habitants que dans n'importe quel grand Etat industriel : 70 millions d'habitants sur quatre cents mille km. carrés, dont la moitié n'est pas cultivable. Une population aussi dense sur ces petites îles, ravagées par de fréquents tremblements de terre, une population réduite à la misère à cause de la pénurie de la terre et du travail, est par la force même des choses d'une façon inéluctable, poussée à émigrer vers de nouvelles contrées. Lesquelles ? Il n'y a point maintenant de contrées sans maître. En raison des conditions climatiques, il ne reste pour elle qu'une route : vers l'Australie à travers le Pacifique. Mais le Japon se heurte là à un mur politique imprenable — la Grande-Bretagne. De plus, sur cette route, se trouvent des îles sur lesquelles l'Amérique du Nord monte la garde. Pour cette dernière, l'immigration japonaise en Australie signifie le passage de l'Océan et de toutes ses routes sous la domination japonaise. C'est d'autant plus évident qu'en 1908, lors du conflit nippo-américain, les Etats-Unis avaient mobilisé toute leur flotte militaire dans les parages des côtes australiennes et qu'ils firent savoir qu'aucun cas où l'Angleterre se désintéresserait de la défense de sa colonie, c'est elle qui assumerait cette tâche. C'est alors que l'Angleterre s'émut et qu'elle décida de créer une base navale à Singapour. En même temps, la doctrine de Monroë barra la route vers les immenses étendues libres de l'Amérique du Nord où par contre la race blanche est bien accueillie.

Ainsi, ni l'Australie, ni l'Amérique du Nord ne sont accessibles au Japon. Dans ces directions, les routes sont coupées. C'est alors que

l'opinion publique japonaise lança un nouveau mot d'ordre : l'Asie aux Asiatiques ! De quelle Asie s'agit-il ? La Chine ne lui servira pas à grand'chose comme lieu d'émigration, étant elle-même surpeuplée. Elle ne peut lui servir que comme marché pour l'écoulement de ses produits industriels. Il ne reste donc que les territoires à peu près vides de la Sibérie, de la Mongolie, du Turkestan — pays de domination des Soviets, et ceux qui sont situés dans leur voisinage immédiat. Cette route n'est défendue que faiblement; Moscou, qui la possède, est paralysée; rien d'étonnant donc si le nœud japonais aura trouvé sa solution dans cette direction.

On voit bien que l'impérialisme actuel du Japon découle non d'un développement capitaliste ni d'un épanouissement industriel, bien que celui-ci y joue aussi son rôle, mais de la situation agraire, de l'interdépendance entre le nombre de la population et la quantité de terre disponible; c'est donc un impérialisme essentiellement agraire. C'est pourquoi il est conduit non par les capitalistes et les libéraux mais par les agrariens et les milieux militaires issus d'eux.

Le danger japonais est donc réel pour la Russie. C'est un fait évident et le conflit qui doit en résulter entre ces deux pays n'est plus qu'une question de temps et de circonstances. Que fait Moscou pour le conjurer ?

Plus le Japon reprend de la force, plus Moscou incline vers l'Occident. Son ancien mot d'ordre : « Guerre à l'Europe pourrie, paix à l'Asie renaissante ! » est remplacé par un mot d'ordre tout opposé : « Paix à

l'Europe, guerre à l'Asie ! » Mais ce cri de désespoir n'a pas été entendu de l'Europe; on n'eut pas compris son importance si Moscou n'avait pas été tirée de son isolement par Hitler. L'Allemagne nationale-socialiste a effrayé à ce point l'Occident, ébranlé les rapports établis, que l'Occident a ouvert les portes toutes grandes aux démarches de Litvinov. Pourquoi Litvinov a-t-il choisi la coalition française et abandonné l'Allemagne? L'examen des tendances extérieures de l'Allemagne nous en fournit la réponse. Ce grand pays avec son grand peuple est en quelque sorte un pont entre l'Occident européen et l'Orient. Il est entré trop tard sur l'arène mondiale et lorsque tous les territoires ont été déjà partagés entre les vieux Etats. Son industrie bien développée et sa population sans cesse accrue demandaient de nouveaux marchés, de nouveaux pays à exploiter. Vers l'ouest, l'Allemagne ne pouvait bouger. Elle n'avait d'autre choix que de se tourner vers l'Orient et d'y chercher à établir son influence. L'Allemagne de Guillaume lança le fameux mot d'ordre : *Drang nach Osten* — marche vers l'Orient. Les pays slaves et la Turquie devinrent un champ d'activité pour les Allemands. Mais, de ce côté, ils se heurtèrent aux intérêts de la Russie tsariste qui considérait ces peuples comme prédestinés à sa domination, aussi ne tolérait-elle point aucune rivalité étrangère. Ce sont ces circonstances qui jetèrent Alexandre III du côté de la France. Les Français ne le comprirent pas à temps; ils crurent pouvoir conquérir le cœur de la Russie à coups de prêts de milliards. En réalité, la divergence des routes de la Russie

et de l'Allemagne déterminait fatalement l'effondrement de leur coalition et de leur amitié, cultivée par la diplomatie de Bismark. Le traité de Versailles fit oublier à l'Allemagne l'ancien antagonisme avec la Russie et elle se décida pour la politique de Rapallo. Située entre l'Orient et l'Occident, l'Allemagne ne put faire un pas en avant ni d'un côté ni de l'autre; une terrible crise économique s'abattit sur elle; vint le chômage, puis la misère de la classe moyenne et, comme résultat, l'avènement de l'hitlérisme. Le nouveau gouvernement s'affirmera pour autant qu'il aura trouvé une issue pour l'Allemagne et qu'il aura donné satisfaction aux classes qui l'ont fait naître. Chacun sait, que quoi qu'on fasse, la révision du traité de Versailles ne saurait apporter à l'Allemagne, à part une satisfaction d'amour-propre patriotique, aucun soulagement. Le mot d'ordre du temps de Guillaume : *Drang nach Osten*, considéré comme étant la meilleure solution du problème, vient de renaître, et il est porté à l'ordre du jour. La Turquie rapetissée, ne présente plus un champ enviable d'activité; les Slaves se sont renforcés par la création de nouveaux Etats, par leur union et la protection française. Il ne reste que la Russie, à l'égard de laquelle Hugenberg a si bien dévoilé ses visées secrètes. Les lignes vitales de la Russie et de l'Allemagne se sont à nouveau divisées, comme jadis; quoi d'étonnant si Moscou et les Etats limitrophes ont, de ce fait, senti les mêmes craintes. Une chose est certaine : c'est que l'Allemagne hitlérienne s'imposera à l'Europe pour autant qu'elle saura s'imposer à la Russie. Que la Russie communiste ne saurait lui ser-

vir d'instrument pour ce but, c'est certain. Quoi qu'il en soit, les visées colonisatrices de Hitler ont beaucoup ému les bolcheviks. Mais, dans cet ordre d'idées, Hitler n'a rien dit de nouveau : il s'est engagé dans l'ancienne voie qu'avait tracée la Prusse lorsqu'elle poursuivait pacifiquement la colonisation du territoire russe (Volga, Caucase, etc...). Dans une Russie bolcheviste, il est impossible de continuer cette ligne. Non pas que le Kremlin ne reçoive de nouveaux émigrés, mais parce que pas un Allemand n'acceptera de devenir l'objet de l'expérience communiste; ce sont les colons allemands, au contraire, qui s'enfuient vers leur patrie d'origine; si bien que la Russie communiste ne peut se tenir sur la ligne du hitlérisme; ils devront donc se heurter tôt ou tard. Sous quelle forme se produira ce choc? Serait-il sous la forme d'un coup d'Etat intérieur, d'un triomphe du racisme russe à Moscou, ou bien sous forme d'enfoncement du flanc par un coup porté de l'extérieur?... Personne ne le sait. Suivant la méthode fasciste, c'est la première forme qu'on va tenter de réaliser. Le racisme russe sera le linceul des peuples non-russes si, au moment de ce coup d'Etat, ils restent dans les limites de la Russie.

C'est ainsi que le hitlérisme a effrayé à la fois et l'Occident et l'Orient, et qu'il a préparé leur rapprochement. Mais voici que commence l'épopée des pactes. En se donnant la main, Moscou et la France encerclent l'Allemagne. Le Kremlin a pris place dans la coalition française; il a adopté une orientation précise dans ses relations extérieures. La politique

d'Alexandre III se redresse et devient celle de Staline. Le Komintern est vaincu par la Russie; l'idéologie communiste par celle du tsarisme. Le Kremlin, affolé, cherche des alliés non pas à l'intérieur, chez son peuple, par des concessions, mais à l'extérieur, par une pile de papiers, tout comme le faisait le tsarisme. La méthode de gouvernement des Romanov est devenue celle des communistes. Moscou se rallie à l'idéologie de Versailles, elle se replie sur toute la ligne pour complaire à ses alliés et elle justifie sa conduite par des considérations pacifistes. « Révision du traité de Versailles, écrit Radek, signifie révision impérialiste, ce qui veut dire une nouvelle guerre ». Si, jusqu'à présent, Moscou adorait la guerre, le bouleversement, il n'en est plus de même aujourd'hui; elle

se pose en défenseur du *statu quo* actuel. C'est ainsi que s'est dégonflée l'ouïe trop tendue des bolcheviks, et voilà que se dresse devant nous notre vieille connaissance, le gendarme international.

En un mot, la politique extérieure des tsars avec les mêmes adversaires et les mêmes amis, mais non avec la même possibilité matérielle et morale. Une même politique pratiquée à deux époques différentes s'appuie sur des bases intérieures différentes. Les conséquences inévitables qui vont en résulter pour la Russie aussi bien que pour ses alliés, font surgir une autre question que nous examinerons dans un prochain article.

**Noé Jordania.**

*ancien Président de la République Géorgienne.*

---

## Le problème du Caucase

---

Le livre paru récemment de notre compagnon de lutte Mir Yacoub-bey, sous le titre «Le problème du Caucase» nous donne l'occasion de revenir sur ce thème.

La question du Caucase, ainsi que le fait tout particulièrement remarquer notre collègue, dans son ouvrage, est l'une des plus importantes de l'histoire.

Cette question, avant tout, se réduit à la régularisation des aspirations nationales réciproques des quatre principaux éléments du Caucase, elle constitue en même temps le problème des rapports entre différentes cultures mondiales qui depuis les temps les plus

réculés se croisent sur cet isthme au carrefour des routes qui lient l'Orient à l'Occident, rapports enfin susceptibles de donner au monde de nouveaux trésors culturels.

Le livre de M. Mir Yacoub-bey est précieux du fait que, en éclairant les deux côtés du problème du Caucase, il donne aux lecteurs européens de précieux renseignements. Après les indications d'ordre général sur les renaissances nationales, les activités politiques et la lutte pour l'indépendance parmi les différents peuples du Caucase. l'auteur expose également les rapports qui existent entre les républiques caucasiennes, consacrant quelques pages

très vivantes à leur toute récente histoire:

Nous croyons devoir faire remarquer que l'œuvre de notre ami du fait même de l'exposé clair et vivant de la question traitée est particulièrement précieuse et qu'elle se différencie avantageusement de toutes celles qui ont paru en langues européennes sur ce sujet. Si le lecteur qui s'intéresse à ce livre n'y trouve point certain détail à la question, il n'en retirera pas moins sur le problème même une impression complète.

La manière claire et méthodique avec laquelle est exposé le sujet assure plein succès à l'auteur, ce dont nous l'en félicitons de tout cœur.

Effectivement, les peuples du Caucase, en des temps déjà lointains, entraînés par les divers courants, de l'histoire, par les faits vivants de l'histoire immédiate et par la vie du moment, se sont rendu compte de la communauté de leurs destinées politiques. Ils ont compris qu'en tant que chrétiens du Caucase mettant leur espoir sur le Nord il n'y avait point de salut dans les combinaisons nuisibles à leurs voisins musulmans, de même que les musulmans ne peuvent atteindre leur but en ignorant les intérêts de leurs voisins chrétiens. En fin de compte, les peuples qui luttent côte à côte contre la tyrannie bolcheviste aussi bien que leurs représentants émigrés à l'étranger ont compris la nécessité pour les peuples du Caucase ayant formé des républiques nationales à la chute du tsarisme, de s'unir en confédération de républiques afin de libérer ces républiques de l'occupation bolcheviste.

Une confédération caucasienne indépendante, tel est le problème que défend M. Mir Yacoub-bey dans son livre. D'après nous, une Confédération Caucasiene répond non seulement aux intérêts des peuples du Caucase, mais en-

core à ceux de leurs voisins, la Perse et la Turquie, toujours sous la menace de l'expansion russe.

Bien que parfois en Turquie l'on entende les voix de certains jeunes exaltés qui n'ont pas encore eu le temps de passer des nuages ténébreux du romantisme sur le dur terrain des cruelles réalités, nous reprocher à nous, azerbaïdjaniens qui propageons l'idée d'une solidarité caucasienne, de « désertter le turquisme » nous croyons cependant, en voyant l'activité politique des hommes d'Etat de la Turquie républicaine, que les sympathies de la Turquie se rangent à nos conceptions.

Si la Turquie conclut un traité d'amitié avec la Grèce, pays avec lequel hier encore elle luttait pour son indépendance nationale, et si elle commence à parler d'une Fédération balkanique comme d'une conception indispensable et salutaire, pourquoi l'Azerbaïdjan ne s'entendrait-il pas avec la Géorgie, pays avec lequel l'Azerbaïdjan n'a jamais été en conflit sanglant et pourquoi donc encore lui reprocher de faire partie de la Confédération Caucasienne.

Si en entrant dans la Fédération balkanique, la Turquie commet un « crime envers l'idée turque », qu'il en soit de même pour l'Azerbaïdjan !... Nous avons confiance en nous ; et si d'avertance, il va falloir un jour répondre par devant le soi-disant procureur de l'histoire, nous ne serons, évidemment, pas seuls ; nous nous défendrons donc avec les fédéralistes balkaniques de Turquie.

Les vrais partisans zélés du turquisme n'ignorent point que le mouvement national azerbaïdjanien n'est jamais entré et n'entrera dans des combinaisons susceptibles de nuire aux trésors culturels du monde turk dans son ensemble. Et c'est pourquoi en principe, l'Azerbaïdjan national cherche une issue

pour se libérer de l'occupation soviétique qui le prive précisément du bonheur de jouir des bienfaits de ces trésors culturels du monde turk. C'est donc dans la Confédération caucasienne que, selon nous, se trouve véritablement cette issue.

Pour conserver l'Azerbaïdjan au sein de cette oemme culture il n'est pas de meilleur moyen que d'expulser la Russie du Caucase et cette réalisation n'est possible que si tous les peuples du Caucase sont unis.

Au sein de la Confédération caucasienne, l'Azerbaïdjan ne ressemblera en rien à l'Azerbaïdjan au sein de la Russie ou, pour employer le langage du jour au sein de l'U.R.S.S. Le rôle de l'Azerbaïdjan dans une Confédération caucasienne ne sera jamais passif. Les rapports entre peuples se trouvant dans l'Union caucasienne reposeront sur des bases essentiellement libres et entièrement volontaires, sans la moindre pression de quelque côté que ce soit. Quant à la priorité naturelle, possible dans toute émulation économique ou culturelle l'Azerbaïdjan n'a rien à craindre. La force et la puissance nationale turke dont parlent avec ostentation les romantiques ne peuvent ne point se manifester là aussi...

Il conviendrait également de porter l'attention sur un autre phénomène très caractéristique : tous les impérialistes russes, à quelque parti qu'ils appartiennent sont hostiles à l'idée d'une Confédération caucasienne. Quant aux Arméniens, malheureusement, il n'ont pu jusqu'à présent rompre avec l'orientation sur la Russie. Ne pouvant abandonner cette idée, ils sont restés en de-

hors de cette union caucasienne. Non moins étrange de voir certaines personnes, se réclamant du turkisme, accepter les chuchotements tendancieux et provocateurs des ennemis de notre cause et se dresser contre cette idée. Certains de ceux-là feraient bien d'y réfléchir.

Si ceux qui nous critiquent portaient leur attention sur ces faits, ils ne sacrifieraient peut-être point ainsi les réalités au nom de pareils rêves.

Notre siècle se distingue d'une part, par la lutte des peuples pour leur indépendance nationale et, d'autre part, du fait que les Etats nationaux-souverains, dans le but de défendre leurs intérêts économiques et politiques immédiats s'entendent entre eux et s'unissent par des liens fédéraux. Le meilleur témoignage de cette situation est-celle de la Turquie nationale. Alors que hier encore elle luttait pour sa souveraineté contre le monde entier, si l'on peut dire, aujourd'hui elle se déclare pour l'idée d'une union balkanique limitant pour elle-même les liens fédératifs.

Tout en s'efforçant de rétablir l'indépendance perdue et de la défendre avec succès à l'avenir, les Azerbaïdjanis eroient utile de s'unir par les liens d'une Confédération avec leurs voisins caucasiens. Ce désir répond parfaitement aux exigences d'une nécessité historique et à l'esprit du temps. Ce désir est véritablement conforme aux intérêts vitaux de l'Azerbaïdjan.

Les personnes désireuses de connaître les détails de ces aspirations les trouveront dans le livre de M. Mir Yacoub-bey.

**M. E. Rassoul-Zadé**

# Le Caucase, l'Ukraine et le Turkestan

Bien qu'on ait déjà parlé dans *Prométhée* du très intéressant ouvrage de M. Mir Yacoub, il me semble qu'on doit y revenir.

Et ceci, pour deux raisons : d'abord, afin de redire la valeur de ce livre ; ensuite, afin de montrer la communauté de l'histoire, des misères, des aspirations existant entre les peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan. Cette seconde raison, selon moi d'une importance primordiale, m'a fait intituler cet article : *le Caucase, l'Ukraine et le Turkestan*.

Les fils de ces Patries martyrisées veulent leur indépendance, s'efforcent à travers mille obstacles d'atteindre au but unique : la conquête de la liberté. Celui qui écrit ces lignes est plein de sympathie pour eux. Il les réunit dans son cœur. Quand, naguère, il mettait le point final à son long travail sur l'Ukraine, il n'oubliait point de s'écrier : «...La stabilité politique ne sera jamais réalisée dans l'Est européen tant que l'Ukraine n'aura par recouvré son indépendance et, avec elle, les nations fières et valeureuses du Caucase et du Turkestan ».

Non, je ne fais point de différences entre vous, ô mes frères, qui avez si profondément souffert. Je voudrais de toute mon âme vous voir, les uns et les autres, heureux sur la terre libérée et pacifiée de vos pères...

Précisément, ce que nous dit M. Mir Yacoub avec une grande science et en un style excellent, est vrai non seulement pour le Caucase mais pour tous ceux que défend cette si utile revue qu'est *Prométhée*.

\*\*

M. Mir Yacoub est un historien, un homme politique et un juriste. Il est aussi un philosophe. A preuve, son Introduction où il parle du problème des nationalités qu'il affirme avec raison comme un des plus importants de la politique européenne. Relisons ensemble, si vous le voulez bien, ces lignes où l'auteur montre comment a évolué, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'idée nationale : « Les hommes de la Révolution française, auteurs de la « Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen », s'appliquèrent à libérer l'individu du joug d'un Etat despotique et d'une Eglise trop puissante ; mais, imprégnés de l'esprit philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle, et bâtissant leurs théories sociales dans un pays déjà solidement unifié, ils ne se soucièrent pas de distinguer, parmi les citoyens d'un même Etat, des groupements ethnique d'aspirations diverses. Par suite la Révolution française, dont, à d'autres égards, l'influence s'exerça si largement dans toute l'Europe, ne contribua en rien au développement de l'idée nationale. Après elle, les entreprises napoléoniennes s'opposèrent naturellement aux mouvements nationaux ; pourtant, il n'est pas impossible que la conscience nationale dans certains pays se soit éveillée précisément lorsqu'il y avait à lutter contre l'établissement d'un Empire universel. Mais le Congrès de Vienne mit fin à tous les espoirs d'indépendance nationale : œuvre de diplomates absolutistes, les traités de Vienne, au mépris des nationalités, consacèrent le morcellement de l'Europe au bénéfice des grands puissances. »



Ce passage, que je me suis permis d'extraire de l'Introduction, éclaire très nettement une partie de l'histoire contemporaine demeurée obscure pour beaucoup. M. Mir Yacoub montre ensuite que « de ces injustices mêmes naquirent les mouvements nationaux qui provoquèrent une double action : la première tendait à affranchir les peuples d'un joug étranger, et c'est par elle que la conscience nationale s'éveilla le plus aisément dans les masses populaires ; la seconde visait à établir l'unité entre des peuples de même *nationalité*, séparés politiquement. Ainsi se décomposa l'unité artificielle de l'empire austro-hongrois, le l'empire turc et de l'empire russe, qui groupaient des nationalités diverses, tandis que se constituaient, entre peuples de même race et de même langue, l'unité allemande et l'unité italienne ».

\*\*

La montée des nationalismes, tant dans l'Europe occidentale que dans l'Europe centrale se continuait. L'Europe orientale allait, à son tour, sentir le souffle puissant de l'idée nationale. C'est du dehors, bien plus que de l'intérieur, que viendra la décomposition de l'empire ottoman. Mais il n'en alla pas de même pour la Russie, ce « jeu de la nature », comme a dit Dostoïevski, ce « musée ethnographique ». Ce ne sont pas seulement des Russes et des hommes asservis par la Russie qui ont jugé la Moscovie un colosse aux pieds d'argile, dénué d'harmonie, sans grandeur et sans âme. Dans notre ouvrage, nous avons eu soin de transcrire les paroles que l'économiste français Yves Guyot prononçait en 1904, alors qu'il était ministre des travaux publics : « elle étouffe les peuples qu'elle absorbe... La Russie apparaît maintenant presque

comme une grande masse gélatineuse avec un système nerveux très faibli. Le despotisme russe tendait à tout constituer de cette manière, contrairement à la loi de l'évolution des peuples qui a été si bien prouvée par Herbert Spencer. La Russie ne peut se développer davantage sans devenir hétérogène ».

La Russie trouvait devant elle des peuples dont les civilisations remontaient très loin dans le passé. Et cela étant très dangereux pour elle, devait lui être mortel. La force spirituelle et morale est supérieure à toute force matérielle. Tôt ou tard, celle-ci est vaincue par celle-là. Le gouvernement et les classes intellectuelles de la Russie — car la grande masse populaire de l'empire des tsars demeurait dans l'indifférence — luttèrent contre les allogènes, qu'ils brimèrent, qu'ils courbèrent sous un joug terrible, mais qu'ils ne purent asservir définitivement, dont ils ne parvinrent jamais à fermer la bouche.

Tous ces peuples patriotes luttèrent sans arrêt pour leur indépendance. Nous avons dit le combat épique que mena inlassablement la magnifique Ukraine. M. Mir Yacoub raconte celui que poursuivirent sous des formes diverses les « quatre pays géographiquement, ethniquement et historiquement distincts » qui composent le Caucase, à savoir : l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Caucase du Nord et l'Arménie.

M. Mir Yacoub montre bien que les différents partis azerbaïdjanais allaient vers le même but. Qu'ils fussent, en partis, nationalistes ou socialistes, ils « ont une conscience nationale nettement déterminée ». Aussi, « dès que la Révolution russe se produisit, les revendications nationales de tous les partis politiques azerbaïdjanais concordèrent. Tous demandaient l'indépendance et une vie libre pour le peuple azerbaïdjanien... Le 28 mai 1918 est proclamée solennel-

lement, à l'unanimité, l'indépendance de l'Azerbaïdjan ».

Lorsque M. Mir Yacoub parle de la Géorgie étranglée par la Russie, on croit lire d'histoire de l'Ukraine. Écoutons le savant auteur du *Problème du Caucase* quand il expose comment agit la Moscovie : « L'acte d'annexion accompli, le gouvernement russe entreprit une politique de russification en Géorgie, agissant ainsi qu'il l'avait fait en Azerbaïdjan, si bien qu'en peu de temps, rien ne subsista de l'indépendance politique. Alors commence une ère de persécutions contre la langue et contre l'Eglise. Sachant parfaitement que pour arriver à russifier le pays il faut, en premier lieu, supprimer l'enseignement en langue maternelle, le gouvernement russe s'empresse de fermer 500 écoles primaires géorgiennes ; l'Eglise auto-céphale de Géorgie est à son tour, supprimée et un exarque est nommé selon les vues de Péterbourg. Le personnel des administrations, les magistrats sont remplacés par des fonctionnaires russes venus du centre ignorant tout de la langue et des coutumes géorgiennes. Les villes prennent l'aspect des cités russes et Tiflis, autrefois le berceau de la culture géorgienne et capitale du Caucase, devient résidence des vice-rois russes. C'est là que se préparent les mesures de représailles dont le but est de tuer la conscience nationale géorgienne. La presse et les imprimeries sont placées, en premier lieu, sous le contrôle de l'Etat russe et de la censure russe.

« Le peuple géorgien sentait durement le poids de ce joug étranger. Mais, avide de liberté, il comprend bientôt qu'il a été trompé et qu'il ne peut rester indifférent en présence d'une pareille situation. Un mouvement national commence à se manifester et de sourdes protestations se font entendre. Des géorgiens patriotes se mettent à l'étude du passé ; ils s'animent en lisant leur

glorieuse histoire, et ils élèvent leur voix en vue de hâter le réveil de la conscience nationale et de la développer. Dans leurs discours, dans leurs écrits, ils exaltent la culture et l'histoire de la Géorgie. Le peuple géorgien, qui au cours des siècles sut défendre son existence, qui affronta les redoutables colonnes de Tamerlan dont la puissance eut raison du sultan Bajazet, ne tarda pas à s'apercevoir que les richesses culturelles amassées et jalousement conservées durant des siècles, étaient menacées de disparaître. Il comprit que l'héritage culturel de David le Réformateur ne serait bientôt plus qu'un souvenir... »

Voilà ce que connut, voilà ce que souffrit également la patrie de Mazeppa. Et, comme cette dernière, la Géorgie, sous la conduite de grands patriotes, n'abdique point, conserve précieusement, pieusement le flambeau de sa civilisation, et lutte de toutes ses forces pour la venue de temps meilleurs.

Il en est de même pour les valeureux montagnards du Caucase. Leur plus grand homme au XIX<sup>e</sup> siècle, celui qui remplit l'histoire caucasienne de cette époque si importante est Chamyl. Pendant trente années, il lutta « avec une ardeur qui ne se ralentit jamais pour l'indépendance du Caucase du Nord, pour sa renaissance économique et politique. Malgré une telle bravoure, une telle endurance, un pareil patriotisme, « le géant du Nord finit par écraser les forces matérielles des Montagnards et, en 1859, Chamyl dut capituler. Il apportait en holocauste sur l'autel de la Patrie et de la Liberté des centaines de milliers de ses guerriers. Les Montagnards, ne pouvant supporter ce déshonneur, émigrèrent par centaines de milliers en Turquie... »

Et cette Arménie, dont les malheurs firent verser tant de larmes, a compris elle aussi que sa raison de vivre résidait dans l'indépendance. « Ayant re-

connu la nécessité de collaborer avec les peuples caucasiens des pays limitrophes, les Arméniens entreprirent courageusement de créer et d'organiser une Arménie caucasienne. »

\*\*  
\*

Aussitôt qu'éclata la révolution russe de 1917, les quatre nations du Caucase organisèrent des *Conseils nationaux* « afin de donner des solutions à leurs problèmes nationaux et politiques et de mettre celles-ci en pratique ». L'année 1918 n'était par terminée que ces nations avaient proclamé leur indépendance. Immédiatement, « des parlements furent élus au suffrage universel, des armées nationales furent organisées, des écoles furent créées, où l'enseignement était donné dans la langue nationale. Des tribunaux, une police, des finances, tout ce qui est nécessaire à la constitution d'un Etat indépendant, fut alors créé et mis en activité. Et bientôt, les Républiques du Caucase eurent chacune établi, sur leur territoire national, l'ordre et la tranquillité. »

Ces nations « se hâtèrent d'envoyer leurs délégations munies de pleins pouvoirs pour demander à la Conférence de Versailles la reconnaissance de leur indépendance », et, le 12 janvier 1920, les gouvernements de Géorgie et d'Azerbaïdjan, puis, un peu plus tard, celui d'Arménie, furent reconnus par le Conseil suprême des grandes puissances.

\*\*  
\*

Maintenant, le bolchevisme sévit dans les Républiques du Causace, comme en

Ukraine, comme au Turkestan. Le bolchevisme, ainsi que je l'ai écrit, est un produit spécifiquement russe. Qu'il demeure chez lui, nous n'aurions rien à redire. Mais les nations non-russes n'en veulent point, s'efforcent de le faire rentrer dans ses frontières. Elles y parviendront, car elles ont compris que par leur intime union, elle pourront bouter l'ennemi hors du sol sacré et recouvrer ainsi la liberté ! Cette liberté, ils la conserveront grâce à leurs alliances toujours renouvelées.

Un pacte d'union a été élaboré par les hommes politiques responsables du Caucase. « Ce pacte servira de base pour les travaux politiques à venir, lorsque le territoire du Caucase sera libéré du joug bolchevik. » Un tel pacte existe-t-il entre tous les allogènes ? Je le souhaite ardemment, car il verrait le puissant levier qui soulèverait la pierre du tombeau où dorment les libertés de toutes ces nations intrépides et grandes. La Société des Nations, l'Europe, le Monde ne leur viendront en aide que lorsqu'ils les verront fortes. Elles le sont beaucoup par leur antique civilisation, par l'amour de leur sol arrosé de tant de sang et de tant de sueur, par le respect des valeureux ancêtres. Elles le seront davantage si, écartant tout ce qui pourrait les séparer, elles ne cherchent et ne veulent que ce qui doit les unir.

Alors, leurs voix accordées retentiront sur la Terre et tous, même ceux qui ne le désirent point, les entendront.

**R. Tisserand.**

## Alliance avec les Soviets

Le départ de l'Allemagne de la Société des Nations, la suspension de la Conférence du désarmement et l'état de tension inquiétant qui en est résulté pour l'Europe ont attiré l'attention de la France et de ses alliés sur la Russie des Soviets. La question se pose pour eux de savoir si la France et ses alliés du fait de la menace de nouvelles complications avec l'Allemagne doivent renforcer davantage les liens qui les unissent aux Soviets ou bien se contenter des pactes conclus récemment. L'avenir seul nous dira quelle sera la ligne de conduite qu'adopteront à ce sujet, la France et ses alliés.

Ce n'est que tout récemment qu'en France on a ouvert sur une grande échelle, la campagne en faveur d'un étroit rapprochement avec les bolcheviks, voire même de la conclusion d'une alliance militaire. D'où il ressort que la France doit aider les Soviets aussi bien dans le domaine politique qu'économique, c'est-à-dire qu'elle doit soutenir les prétentions politiques de Moscou à l'extérieur, financer l'industrie soviétique par des crédits afin de permettre aux Soviets de développer leur industrie et leur économie rurale à l'intérieur du pays. Les tendances soviétophiles en France ont trouvé un appui dans le voyage tout récent de l'ancien président du Conseil de France et chef du parti radical, M. Edouard Herriot et en la personne du Ministre de l'Air du Cabinet Daladier, M. Cot.

Il est certain que le voyage de ces deux hommes politiques français en Union soviétique n'a pas été sans avoir des dessous politiques et une signification symbolique. Il nous est difficile en ce

moment et dans le cadre de cet article de rechercher les causes intérieures qui ont nécessité ces voyages, mais nous savons cependant que M. Herriot a été, pendant son séjour en U.R.S.S., entouré de police politique et d'une bureaucratie soviétique qui ne lui a montré que ce qui pouvait être montré et commenté dans un esprit « déterminé ». Mais la population elle-même de la Russie soviétique n'a pas eu de contact immédiat avec le chef de la démocratie française, si bien que l'état d'âme des peuples qui l'habitent est resté caché pour lui. Il nous est difficile d'admettre que M. Herriot, malgré sa grande expérience et son érudition, ait pu au cours de deux journées, recueillir des matériaux pour juger de la situation réelle de l'Union soviétique. Car pour pouvoir juger de la situation d'un si vaste pays que l'U.R.S.S. il faudrait à un spécialiste non pas deux jours mais deux années de séjour dans ce pays. Loin de nous l'idée de critiquer le voyage de M. Herriot ; il est possible que les règles de la courtoisie et la réponse à l'accueil des Soviets aient dicté à M. Herriot les mots aimables employés à leur égard, mais les bolcheviks ont su tirer parti de son voyage et de ses déclarations pour les besoins de leur politique extérieure aussi bien que pour des buts d'ordre intérieur. Dans ce dernier cas, les bolcheviks ont montré à la population qu'ils sont à ce point redoutables que la France, en tant que grande puissance, laquelle joue un rôle décisif dans les destinées du continent leur a envoyé son grand homme politique. De toute évidence, la population attribue ces faits « à la puissance de la Russie soviétique » et à la consolidation

de son prestige dans les conjonctures internationales.

Mais la Russie soviétique a tiré encore plus de profit de cette visite pour sa situation extérieure : les Etats qui hésitaient encore pour entrer en contact avec elle s'empressent aujourd'hui de rétablir des relations. Ainsi comme il l'a été déjà dit, cette visite a eu une aussi grande influence sur l'opinion publique de la France elle-même que sur ses alliés. De plus en plus maintenant on entend des voix réclamant la conclusion d'une alliance militaire avec les bolcheviks. De toute évidence, les partisans de cette alliance comptent bien tirer parti de la puissance militaire de la Russie soviétique en cas de complications en Europe. En cela, ils commettent une grosse erreur : c'est que l'armée soviétique est dans un tel état qu'elle ne saurait prêter son appui à ses « alliés ». *La situation de l'Armée rouge est telle, au pis aller, qu'elle est bien près de se révolter ; si bien que le Kremlin se gardera bien de l'envoyer défendre ses frontières, à plus forte raison, faire des opérations en dehors des frontières de Russie.* Cette armée est constituée par des paysans et par des contingents de nationalités diverses qui pour certaines raisons détestent le pouvoir soviétique. En outre, la situation économique en Russie soviétique est catastrophique ; elle ne saurait faire une guerre alors qu'elle manque de pain et de vivres.

Récemment, M. Mussolini déclarait, en se basant sur des données statistiques de source autorisée que dans la pratique, le bolchevisme avait fait faillite et que le plan quinquennal s'était effondré. Il appuyait ses déductions sur le livre de M. Ciocea qui a paru en Italie. Son auteur, ingénieur italien ayant passé deux années en Russie, non comme touriste, mais comme technicien-spécialiste occupé à la création et à la mise en marche de

l'une des plus importantes entreprises de l'économie bolcheviste. Il montre clairement la réalité bolcheviste, telle qu'elle est. D'après M. Mussolini, les déductions de M. Ciocea sont objectivement négatives ; elles prouvent que l'Etat bolchevik qui exerce le rôle d'industriel, de marchand et d'agriculteur n'a pas rationalisé sa production. Il s'en est suivi une complète misère de l'Etat, si bien que d'un jour à l'autre, la population est menacée de se voir privée du strict nécessaire, que si l'économie soviétique arrive à produire quelque chose, l'on s'empresse de l'exporter à l'étranger afin de se procurer l'argent nécessaire pour soutenir, ne serait-ce que dans un semi état de famine sa police politique et pour donner satisfaction jusqu'à un certain point à l'Armée rouge. Mais cela ne saurait retarder la marche des événements, attendu que les parents et les enfants des soldats sont sous l'emprise de la famine.

Ainsi la question se pose une fois de plus. En cas de complications extérieures, la Russie soviétique peut-elle mobiliser l'armée rouge et l'envoyer contre l'ennemi extérieur ? Nous en doutons. Nous pensons, *au contraire que cette armée est plutôt dangereuse pour le régime soviétique même que pour l'ennemi extérieur.* Au cas d'une mobilisation, une terrible anarchie suivie de soulèvements sanglants s'étendraient sur la terre russe. Les Allemands n'ont-ils pas été en contact avec l'Armée rouge ? n'ont-ils pas conclu une alliance militaire ? Si cette armée avait eu pour eux une importance effective, pourquoi lui ont-ils tourné le dos ? Car, il faut bien le dire, qui connaît mieux l'armée soviétique sinon les Allemands ? Sait-on que jusqu'à présent, nombreux sont leurs spécialistes qui ont pris du service dans l'armée soviétique et qui ont pris sur elle un certain ascendant. Et même parmi les officiers soviétiques, nom-

breux sont ceux qui ont des tendances germanophiles. Il n'est pas de pays, en dehors de l'Allemagne qui ne soit mieux informé sur la situation économique et politique de la Russie, sur son ancien régime et sur le nouveau. Si au temps de la Grande Guerre, alors que la majorité de la population de l'Empire russe soutenait le gouvernement tsariste et son armée, les Allemands ont pu désorganiser le pays et le plonger dans l'anarchie, que serait-ce à présent alors que tous les peuples de l'U.R.S.S. mécontents du régime n'attendent qu'un moment favorable pour se révolter. Conçoit-on avec quelle facilité les Allemands exécuteraient leurs plans au sein de l'armée rouge ?..

Ainsi disons-nous, le pouvoir soviétique ne peut compter sur la fidélité de l'armée rouge, pas plus que sur l'appui de la population en cas de complications extérieures. *Il est bien évident que le Gouvernement français et ses alliés prennent en considération cette conjoncture et nous pensons fermement que ces pays n'iront pas jusqu'à lier leur sort à celui du Gouvernement soviétique et dresser ainsi contre eux les peuples de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan et le peuple russe lui-même, alors que le bolchevisme et le pouvoir qui en émane sont les ennemis acharnés de ces peuples.*

Dr Mir Yacoub

---

## De l'évolution du pouvoir soviétique

---

Dans notre dernier article paru dans *Prométhée* N° 83, sous le titre « La nouvelle politique des Soviets », nous écrivions : « la marche sinueuse de la diplomatie soviétique produit par ailleurs visiblement l'impression que les bolcheviks renoncent à l'idée de la révolution mondiale. Quelle impardonnable erreur ! Le pouvoir soviétique a été et restera « l'état-major de la révolution prolétarienne mondiale ».

Nous arrivions à cette conclusion en nous basant sur notre profonde connaissance du caractère et de la manière de procéder du pouvoir soviétique et nous la renforçons par des citations de la brochure de Lénine « La maladie infantile de gauche dans le communisme » qui est le véritable catéchisme révolutionnaire des communistes de tous les pays.

Nous revenons aujourd'hui sur ce thème attendu que la question touchant à l'évolution du pouvoir soviétique », devenue, pense-t-on possible pour ne pas dire désirable même, et à la conclusion avec ce pouvoir d'accords amicaux sincères et durables, voire même d'alliances, constitue de nos jours un thème pour les réunions publiques, dans les salons politiques et dans les colonnes de la presse périodique. L'Europe, évidemment, connaît mieux ses affaires que nous-mêmes et notre opinion sur le pouvoir soviétique n'a d'autre signification qu'au titre de témoignages. Pour nous, une question se pose : ou le pouvoir soviétique s'effondrera sous la pression de causes intérieures (catastrophe économique, soulèvement) ou bien il se consolidera, grâce tout particulièrement à



l'appui matériel de l'étranger et alors, *dans ce dernier cas, le conflit entre le pouvoir soviétique et l'Europe sera résolu par la force des armes*, car le pouvoir soviétique ne renoncera jamais à son rôle « historique », disons « providentiel » d'animateur de la révolution mondiale et coloniale. A ce titre, le pouvoir soviétique, certainement, se confond avec le Komintern.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici la définition donnée, encore au temps de Lénine, sur les rapports réciproques qui existent entre le pouvoir soviétique et le Komintern : *« Le Komintern et le pouvoir soviétique sont le toit et les fondements d'un seul et même édifice. Il est donc ridicule de demander si ce sont les fondements qui servent de base à la toiture ou inversement, si c'est la toiture qui sert de base des fondements »*. Il serait bien difficile d'esquisser plus nettement et plus complètement la fusion qui existe entre le pouvoir soviétique et le Komintern. Le gouvernement soviétique et le Komintern sont les deux visages du janus moscovite bolchevik et se les représenter l'un sans l'autre équivaldrait à se représenter « une maison sans toit ou sans fondements ».

Nous insistons tout particulièrement sur ce qui précède du fait que dans les conversations de certains hommes politiques étrangers sur une prétendue « évolution de pouvoir soviétique » l'on a en vue cette évolution comme répondant le mieux aux intérêts de leurs pays. Tous les hommes politiques qui parlent de nos jours d'un rapprochement avec le pouvoir soviétique évitent soigneusement de parler de la situation politique et économique du pays des Soviets. Et cependant toute cette soi-disant « évolution du pouvoir soviétique » est basée précisément sur la situation sans issue qui s'est créée à l'intérieur du pays. Le fait est que le pays est dans un état de

misère lamentable et qu'il est en proie à la famine ; la population est irritée. Ce ne sont pas seulement les pays des confins russes qui attendent pour profiter du moment opportun afin de se libérer du joug de la dictature des Soviets... que si seulement « le plan quinquennal » venait, à réussir si les kolkhoz et les sovkhos avaient donné ce que les dictateurs moscovites en attendaient, le pouvoir soviétique « aurait bien évolué », mais dans une autre direction. (Cf. « Le détachement d'avant-garde de la révolution mondiale » — définition donnée par M. Staline au XII<sup>e</sup> Congrès du parti en 1923). L'Union soviétique aurait aussitôt procédé à la réalisation de sa « mission historique ». Il vous souvient certainement la façon dont en 1920, le gouvernement soviétique « essaya par la force des baïonnettes » de déchaîner la révolution en Europe occidentale, comment à leur grande surprise, les bolcheviks furent écrasés sous les murs de Varsovie et comment à l'époque un commencement « d'évolution du pouvoir soviétique » en matière de politique étrangère se manifesta. Lénine et Staline décidèrent momentanément de changer de tactique dans la lutte révolutionnaire contre l'Europe, « dans le sens d'une retenue du mouvement en avant » afin de « respirer, de panser les blessures du détachement d'avant-garde du prolétariat, d'établir un contact avec l'arrière du monde paysan, de poursuivre le travail ultérieur parmi les réserves du monde occidental et oriental et qui, bien que lourdes, n'en constituent pas moins l'arrière de l'impérialisme mondial... »

« L'un des deux : ou nous secouerons, les profondes réserves de l'arrière de l'impérialisme telles que les pays coloniaux d'Orient et semi-coloniaux, nous les révolutionnerons et par cela même nous précipiterons la chute de l'impérialisme, ou bien manquant à notre tâche, nous renforcerons l'impérialisme



et affaiblirons la force de notre mouvement. Telle est la question qui se pose». ((Cf. Rapport de Staline au XII<sup>e</sup> Congrès du parti en 1923).

Dix années sont passées depuis et aucune « évolution » sur ce point du programme soviétique ne s'est produite. Les bolcheviks ont ouvert des négociations, ils ont conclu des accords avec différents pays d'Europe ; ils se sont engagés de cesser toute propagande dans les pays coloniaux. En échange, le gouvernement soviétique a obtenu des crédits en marchandises et en argent, tout en exigeant qu'aucune propagande et agitation ne soit exercée sur son territoire contre le régime soviétique et satisfaction lui a en partie été donnée. Pendant ce temps, le gouvernement moscovite soutenait, avec l'argent reçu de l'Europe, le mouvement révolutionnaire dans les colonies par le canal du Komintern, continuait et continue encore à considérer l'U.R.S.S. comme la patrie du prolétariat mondial où les communistes et les anti-impérialistes de tous pays jouissent de droits et privilèges dont est privée la grande partie de la population autochtone de l'Union soviétique. Ce gouvernement donne encore asile, accorde son appui moral et matériel aux ennemis exclusifs de ses copartenaires, dans le temps même où ces derniers de leur côté accordent le droit d'asile à tous les émigrés politiques quelle que soit leur opinion, en vertu des lois existantes chez eux sur la liberté pour tous et en vertu aussi des principes de la démocratie... Nous concevons parfaitement qu'une situation si nettement paradoxale n'est pas ignorée des hommes d'Etat européens. Et si malgré tout, des pourparlers avec les soviets continuent, si des accords sont conclus, c'est qu'il existe effectivement une « évolution », mais il faut la chercher ailleurs que dans le pouvoir soviétique, en dehors de ce pouvoir, car ce

pouvoir, de par sa substance n'est pas en état « d'évoluer » dans l'orientation que le reste du monde désire. Le dilemme de M. Staline « ou nous secourerons les profondes réserves de l'arrière de l'impérialisme, telles que les pays coloniaux d'Orient et semi-coloniaux, nous les révolutionnerons et par cela même nous précipiterons la chute de l'impérialisme, ou bien manquant à notre tâche, nous renforcerons l'impérialisme et affaiblirons la force de notre mouvement », reste dans toute sa vigueur.

Pour conclure, M. Staline, à ce même XII<sup>e</sup> Congrès du parti disait : « Le prolétariat doit exiger la liberté de séparation politique des colonies et des nations asservies. Dans le cas contraire, l'internationalisme du prolétariat restera lettre morte, vide de sens... »

Comment admettre à présent que le « détachement d'avant-garde de la révolution mondiale » puisse changer quelque chose à ses principes ? Est-on en droit de réclamer du gouvernement soviétique qu'il renonce à sa propre raison d'être ? — Que non évidemment. Et celui qui conclut un accord avec le pouvoir soviétique, reconnaît, qu'il le veuille ou non, le lien qui unit le gouvernement soviétique au Komintern. Actuellement, le gouvernement soviétique, inquiet de la situation intérieure dans son pays, craignant les ennuis que lui causent les événements d'Extrême-Orient, ayant perdu la sincère collaboration de l'Allemagne, a résolu de « retenir » à nouveau « le mouvement en avant » et d'obtenir un certain temps « de répit » au moyen d'accords avec différents pays d'Europe. Le « pacifisme » du pouvoir soviétique est exclusivement forcé ; il prouve que les bolcheviks ne sont pas sûrs d'eux-mêmes, qu'ils n'ont point confiance en leurs forces. En 1929, le gouvernement soviétique défendit les droits sur le ch...



min de fer de l'Est-chinois, les armes à la main, car à ce moment-là, seule la Chine déchirée par les factions intérieures était en présence sur ledit chemin de fer de l'Est-chinois. De nos jours il n'en est plus ainsi et le gouvernement des Soviets lui-même se hâte de se débarrasser de ce chemin de fer par crainte de complications susceptibles d'amener un conflit avec le puissant empire du Japon...

Poussé dans une impasse par des difficultés intérieures, le gouvernement soviétique est obligé de recourir à un langage pacifique, de chercher la paix, de renoncer au Chemin de fer Nord-Mandchourien, à la Bessarabie, à tout ce qu'on voudra pourvu qu'il puisse subsister comme « état-major », « drapeau » de la révolution libératrice mondiale, prolétarienne et coloniale.

Cette situation du pouvoir soviétique répond à la situation qui existe en Europe. La crise économique qui s'aggrave, le bruit de plus en plus persistant d'un danger de guerre obligent l'Europe à « évoluer » dans le sens de la reconnaissance d'une « évolution » inexistante des Soviets. L'on propose aux bolcheviks de cesser seulement toute propagande révolutionnaire dans les colonies, de promettre de ne pas soutenir le mouvement libérateur-révolutionnaire sur tel ou tel territoire et alors la paix et l'amitié « s'établiront entre nous ». Sur ce point les bolcheviks s'accordent volontiers attendu que les étrangers parlent avec un gouvernement qui, officiellement n'est pas responsable du Komintern créé par lui auquel il accorde des subsides et qu'il considère comme « le toit, sinon le fondement d'un seul et même édifice soviétique ». Les formalités sont observées. Et les engagements pris par l'Europe sont réels tandis que ceux pris par le gouvernement soviétique sont fictifs. M. Litvinov visite les capitales d'Europe, il joint les talons,

tend ses mains pour toucher de l'argent. Dans le même temps les agents du Komintern effectuent des voyages au compte du gouvernement soviétique. M. Litvinov parle de l'amitié de l'U.R.S.S. envers les pays capitalistes dans le temps même où la presse, financée par le gouvernement soviétique insiste sur la nécessité de la révolution coloniale, où elle envisage la « campagne » contre le Komintern et ses filiales comme une campagne dirigée contre l'U.R.S.S. Ce « parallélisme » cette hypocrisie répondent bien à la « nature des choses ».

Nous avons là, devant nous, le N° 2/18 de la revue *Révolutsionnyi Vostok* de cette année. Dans le premier article intitulé « Marx et les problèmes actuels de l'Orient colonial » l'on trouve des échos de la situation présente en Europe. Il n'est pas sans intérêt d'en connaître quelques passages ; voici donc quelques lignes de cet organe moscovite qui, hâtons-nous de le dire, jouit d'une attention toute spéciale en même temps que d'une entière confiance des cercles dirigeants du gouvernement soviétique et du parti communiste : « Le régime capitaliste ayant survécu à soi-même, cherche le salut en déchaînant la guerre contre le prolétariat, dans le renforcement d'une réaction politique inouïe sur tout le front, dans des autodafés moyen-âgeux de livres « séditieux » et dans des décrets extraordinaires contre des idées « dangereuses », dans la construction de prisons et de camps de concentration pour les éléments « rebelles » (le croirait-on, ce sont les bolcheviks qui s'indignent contre la destruction de livres « séditieux », contre les décrets dirigés contre les idées « dangereuses », contre les prisons et les camps de concentration pour les éléments « rebelles » ! M. T.) dans les tentatives de venir à bout par le fer et par le feu du marxisme-léninisme, de détruire ainsi le communisme aborrré ».

L'organe bolchevik ne cache point que ces mesures « révoltantes ont été dictées par la « dictature fasciste en Allemagne », mais le journal assure ses lecteurs que sur ce point, tout le monde capitaliste et bourgeois marche de front avec les fascistes allemands. Voyons à présent ce qu'écrira le journal moscovite : « Cette « guerre sainte » contre le marxisme, contre le Komintern et ses sections, contre la place d'armes de la révolution prolétarienne mondiale qu'est l'U.R.S.S. groupe toutes les forces réactionnaires du monde bourgeois aussi bien les lords aux fronts durs anglais que les militaristes japonais, les paillasses sanglants et éphémères qui occupent le trône capitaliste chancelant en Allemagne que les filandreux pacifistes de la société des Nations et de la II<sup>e</sup> Internationale ».

N'est-ce point là en vérité le digne « accompagnement » des discours de M. Litvinov sur la confiance en la S. D. N. et à ses efforts pacifiques ? Mais poursuivons ? et voyons les explications que donne le journal soviétique de Moscou sur le pacifisme actuel dans une partie de l'Europe :

« La haine de principe irréconciliable envers le communisme et ses illustres représentants : Marx, Engels, Lénine, Staline se serait bien vite transformée en intervention contre la patrie du prolétariat mondial si les succès du plan quinquennal n'avaient développé les puissantes qualités défensives de l'U.R.S.S., si la création de ce front capitaliste unique ne s'était heurté à des obstacles en présence des antagonismes du monde capitaliste à un maximum de tension ».

Ainsi, le monde capitaliste a toujours soif « d'intervention contre la patrie du prolétariat mondial » et ce ne sont paraît-il, que les « succès du plan quinquennal » et aussi « les antagonismes au sein du monde capitaliste » qui seuls ont obligé l'Europe, en humeur belliqueuse,

de prendre une pose de « pacifisme ».

Mais tout cela n'est rien ; la note est encore sur un ton de « paix ». Mais allons plus avant encore et l'on pourra définitivement se convaincre de la sincérité du pacifisme du pays des Soviets et du renoncement (si toutefois un tel refus peut ou a pu se produire) du pouvoir soviétique à son idéal de révolution mondiale prolétarienne et coloniale-libératrice.

« Au milieu de ce monde capitaliste en proie au chaos et à l'anarchie, à la décomposition culturelle et à la sauvagerie, ou les concurrents impérialistes sont prêts à s'entredévorer, où périclète la propriété privée, apparaît, fortement groupée ainsi qu'un bloc monolithe, autour du pays des Soviets sous les étendards héroïques de Marx et de Lénine, l'avant-garde du prolétariat mondial. C'est cette garde, cette avant-garde du prolétariat mondial qui s'apprête à conduire les masses des travailleurs, les peuples asservis du monde entier à la lutte définitive et suprême pour renverser la domination de l'impérialisme, le pouvoir des capitalistes et des propriétaires en organisant des soulèvements armés, des guerres civiles et nationales — libératrices ». Si jamais l'expression « ceci se passe de commentaires » peut se justifier, c'est bien le cas en l'occurrence.

Non, les Soviets n'ont pas évolué ! Les Soviets n'évolueront pas ! Que l'on rapproche les expressions ici reproduites et les idées de la revue moscovite, *Révolutsionnyi Vostok* avec les déclarations faites par M. Staline au XII<sup>e</sup> Congrès, il y a quelque dix ans, y trouve-t-on quelques différences ? Non aucune ; « d'évolution » — point.

A titre d'information pour les lecteurs de *Prométhée*, nous ajouterons que la revue *Révolutsionnyi Vostok* est l'organe d'une association de « recherches scientifiques pour l'étude des questions

coloniales et nationales ». Cette association a été créée par le Comité exécutif central de l'U.R.S.S. laquelle se trouve en étroit contact avec l'Académie communiste, et l'on sait que cette dernière

travaille d'après les directives du Politbureau et du gouvernement soviétique rigoureusement suivies.

M. Tchokaïeff

## Les oubliés

Jamais peut-être l'idée d'union de tous sur le terrain humanitaire, sur le terrain de la foi en la victoire, de la lumière sur les ténèbres, de la paix sur la guerre n'a été si nécessaire à l'humanité qu'en ce moment. L'on ne saurait rester indifférent en présence des cadavres accumulés par les bolcheviks ainsi qu'on ferait s'il s'agissait d'un fait divers défrayant la chronique pendant quelques jours avant que d'être mis aux archives. Il s'agit cette fois de la famine qui fait tant de victimes en Russie soviétique laquelle n'est pas un fait passager, un dernier sacrifice au régime des bolcheviks, mais une calamité durable qui existe et dont on ne voit pas la fin.

L'on ne saurait donc se consoler en alléguant qu'un régime qui a recours à de telles mesures est bien près de la fin, pas plus qu'en se contentant d'une analyse objective des faits, en déclarant que le système bolchevik a échoué, qu'il ne se maintient que par la force et par des exécutions sans jugement.

Personne évidemment ne met en doute que le sang est un mauvais ciment pour consolider un édifice chancelant. Mais ce sang coule, les peuples périssent et la conscience révoltée de l'humanité civilisée doit se prononcer sur les événements dont la Russie soviétique est le théâtre.

Que se passe-t-il en effet en Russie

soviétique ? Le tournant décisif qui doit amener la fin du système politique et social est-il réellement prêt de surgir ? Le verra-t-on bientôt arriver ce tournant de cruautés sans exemple dans l'histoire, de souffrances inhumaines qui n'ont pu jusqu'à présent toucher le cœur des peuples d'Occident ? Car enfin, les nouvelles qui nous arrivent de la Russie soviétique sont à ce point terribles, à ce point inconcevables à l'esprit du commun des mortels qu'involontairement s'échappe ce cri de l'âme : « Combien de temps encore l'humanité civilisée s'accommodera-t-elle de l'existence d'un phénomène si extraordinaire que celui que présente la Russie soviétique ? ».

Des atrocités se commettent en Russie soviétique et depuis voilà déjà quinze ans, l'humanité civilisée les tolère en témoin indifférent. Dans cet enfer qu'est le pays soviétique les souffrances matérielles se confondent avec les tortures morales qui mènent à la destruction physique de l'être humain ; là encore on peut observer les persécutions religieuses et l'incessante campagne contre les trésors moraux de l'esprit qui constituent le but de l'existence humaine. Au pays du bolchevisme, les principes mêmes des besoins religieux de l'âme sont bannis comme contraires à l'esprit matérialiste et à la lutte de classes. La personnalité n'y est pas autrement con-

sidérée que comme un objet de dérision au nom du triomphe de la lutte de classe et de l'esprit de haine. Dans son appel au nom des anciennes lois d'humanité et d'amour du prochain, le cardinal-archevêque Innizer s'adresse à tous ceux qui sont au service de l'humanité et de la justice plus particulièrement aux organisations de secours pour leur exposer un lugubre tableau des millions d'individus, tombés victimes du système bolcheviste en Russie Soviétique. « Aucune tentative, dit-il, ne peut nier les faits que des centaines de milliers, des millions même de gens ont péri de famine, ces derniers mois en Russie soviétique. Des centaines de lettres, venues des rayons atteints par la famine en font foi plus particulièrement de l'Ukraine et du Caucase du Nord. Tels sont les témoignages de ceux qui se trouvent dans ces rayons ; de leurs récits, on peut se faire une idée de l'affreuse tragédie qui se joue en Russie soviétique ».

Dans l'appel lancé par le métropolitaine de Galicie, prince André Ceptieski l'on trouve des détails terrifiants sur les effroyables souffrances de la population en Ukraine soviétique. Mêmes témoignages de l'Anglais Harrem Johns dont certains rayons de Russie soviétique un quart de la population a péri de famine. La presse soviétique reconnaît ouvertement que pour assurer l'approvisionnement des centres industriels, la récolte sera saisie chez les paysans de l'Ukraine et du Caucase du Nord en recotrant si besoin est à des mesures extrêmes. Continuer à se taire déclare le cardinal-archevêque de Vienne, serait aggraver encore la responsabilité du monde civilisé en présence des décès en masse constatés en Union soviétique ; ce serait « prendre la responsabilité même des tourments qui accablent ce malheureux pays, accepter l'affreuse réalité de la famine qui emporte des milliers de

victimes, qui pousse les parents à tuer leurs enfants et par endroits à se nourrir de chair humaine ».

La *Morning Post* publie un nouvel article de Malcolm Maggerig concernant la famine en U.R.S.S. L'auteur récemment revenu de Russie soviétique écrit que la famine actuelle a fait déjà plus de victimes que celle de 1921. Or, le nombre des victimes de la famine à l'époque est évalué par les bolcheviks eux-mêmes à plus de cinq millions. N'empêche que la famine en Russie soviétique qui entraîne la mort de millions d'individus n'a pas le don de susciter un intérêt quelconque ; l'on semblerait même en douter. Et cependant l'on ne saurait douter, nous le répétons, que la famine existe réellement, qu'elle emporte la population, qu'elle engendre des épidémies, qu'elle pousse au cannibalisme... Les correspondants étrangers, témoins oculaires de cette tragédie et dont les communiqués ne sauraient être mis en doute, signalent en même temps la situation qui devrait ébranler la conscience de l'humanité civilisée. Mais cette dernière est occupée par ailleurs : est-ce bien le moment, de faire des enquêtes sur la famine en Russie soviétique, de se casser la tête sur le réveil de conscience de l'humanité, alors que d'autres problèmes de haute politique sont à l'ordre du jour, alors que ces problèmes exigent de la prudence pour tout ce qui se rapporte aux affaires intérieures de la Russie soviétique ?

M. Litvinov n'a-t-il pas récemment à la conférence économique de Londres, fait un exposé parfaitement optimiste sur la situation au pays des Soviets, par opposition à la situation « lamentable » des pays d'Occident et n'a-t-il pas déclaré que les politiciens bourgeois devraient immédiatement accepter les méthodes de l'économie bolcheviste ?...

Est-il possible de se dresser ouvertement contre ces méthodes et de prouver



qu'elles conduisent indubitablement à la famine que la situation de la population dans ce « paradis » du bolchevisme est quelque chose de terrible, qui ne peut s'expliquer par les suites de la crise dans les pays d'Occident ! Et c'est ainsi que des millions d'individus voués à une mort certaine sont oubliés !

Ceux qui ont suivi le cours des expériences économiques des bolcheviks, qui sont au courant, serait-ce par les seules sources soviétiques, des cruautés qui ont marqué cette grandiose révolution sous forme de collectivisation des campagnes n'a pas été étonné outre mesure de l'apparition de la famine. La transformation, par ordre, de millions de paysans — propriétaires qui jusqu'alors avaient travaillé sous l'impulsion d'un avantage personnel, en kolkhoziens, en ouvriers agricoles de l'Etat, ne pouvait donner d'autres résultats.

La liquidation de riches exploitations individuelles, la « dékoulakisation » de la campagne exécutée par la voie de la violence a privé la campagne de centaines de milliers de travailleurs des plus actifs de l'économie rurale. La destruction en masse du bétail jointe à l'ignorance du maniement des machines, au mauvais état de ces machines et à l'absence de réparations rendent inutiles les efforts tentés pour développer la productivité du travail. L'envoi de paysans dans les grandes exploitations d'un type collectif élevé avec de nouvelles formes techniques de travail de la terre, de semences, de récolte a été une utopie. Et cette utopie ne pouvait germer que dans la tête de gens privés de toute conception de l'économie rurale. Le système de stockage pour l'Etat en faveur duquel se concrétisent en premier lieu les résultats du travail des kolkhoziens, c'est-à-dire de ceux qui ont travaillé la terre devait fatalement enlever tout désir d'étendre les ensemencements et tout effort en vue d'intensifier la récolte.

En réalité, la collectivisation a été une nouvelle guerre contre la campagne, une guerre plus terrible encore par son envergure, par sa profondeur que celle qui se poursuit au cours des premières années du communisme de guerre, au temps de détachements punitifs et des soulèvements paysans. Malgré ses cruautés, son caractère pillard, la lutte contre la campagne ne portait pas alors atteinte aux fondements de l'économie paysanne. Voilà pourquoi, lorsque Lénine sous la pression du monde des paysans changea d'orientation au profit de la campagne en permettant aux paysans de travailler plus ou moins librement, un redressement rapide s'opéra. Mais la prospérité jusqu'à un certain point, de la campagne cause de la dépendance du régime soviétique de la masse propriétaire paysanne apparut incompatible avec les bases mêmes du régime bolchevik, avec la dictature du parti, du « chef ». La campagne — propriétaire fut déclarée ennemie et comme tel, devant être exterminé. Le paysannat des peuples aspirant à leur indépendance nationale, tels ceux de l'Ukraine, du Don, du Kouban, de la Cosaquie libre, du Caucase, de l'Idel-Oural, du Turkestan s'opposèrent à l'expérience collectiviste. Les autorités y répondirent en créant des sections politiques dans les campagnes, avec mission d'en extirper les éléments douteux du village. Cette mesure répondait aux décrets touchant au stockage rapide du blé pour les besoins de l'Etat, à la garde de la récolte contre les attaques des affamés qui talonnés par la faim sont prêts à couper le blé encore vert et à manger toutes sortes de succédanés pour prolonger leur malheureuse existence. C'est pourquoi cette année le tableau de la famine est d'autant plus effrayant que cette dernière n'est pas le résultat de désastres causés par les éléments, mais bien d'un système.

D'autre part, il convient de signaler une particularité du régime bolchevik, de la psychologie bolcheviste : c'est que le fait que la population est affamée n'est pas considéré comme un événement important, dangereux, susceptible de faire changer le cours de la politique. Cette attitude, particulière aux autorités soviétiques et aux chefs communistes s'est de tout temps manifestée. Pendant la famine de 1921-1922, alors que son existence était reconnue par les Soviets et que les secours de comités étrangers étaient admis il existait une expression attribuée croit-on à Lénine et qui disait que « Si en Russie des dizaines de millions d'individus viennent à périr il en restera encore 150 avec lesquels il sera encore possible de construire le socialisme et de préparer la révolution mondiale ».

Dans cette phrase apparaît nettement l'attitude prise par rapport à la famine, au prix de la vie humaine et aux souffrances d'ici — bas. Si la conservation du système bolchevik actuel avec ses expériences est liée à la mort par la famine de millions d'êtres humains, au point de vue de la « collective », de la dictature du parti, ce n'est qu'un épisode qui ne doit ni ne peut en aucune façon émouvoir les constructeurs du socialisme. Bien plus, nombre d'entre eux qui croient à la possibilité grâce à la violence de créer un paradis sur terre, consciemment ou non, attribuent à la famine un certain stimulant : les paysans affamés, disent-ils, iront plus vite à l'économie socialiste ; ils seront d'autant moins capables de faire de l'opposition aux expériences socialistes. La famine en général paralyse la volonté :

car la lutte exige toujours un minimum de forces, or les paysans aisés ont toujours été considérés comme un foyer de contre-révolution. C'est donc par suite de ce qu'on pourrait appeler « l'organisation » de la famine en vertu des expériences actuelles et passées du bolchevisme que nous ne trouvons aucune trace de ce terrible fléau dans la presse soviétique.

Le représentant des Soviets à la Conférence de Londres a eu l'audace de demander des normes plus élevées pour l'exportations du blé soviétique, attendu disait-il, que le pays soviétique est « en état effectivement, d'exporter une plus grande quantité de blé ». Qui peut donc garantir que dans le temps même où sur les champs de l'U.R.S.S. les paysans affamés coupent le blé encore vert, au risque d'être sévèrement punis, où ils mangent l'écorce des arbres et rongent les os, les administrations centrales de Moscou ne songeront point à élaborer des plans de renforcement des exportations de blé dans les pays bourgeois !

La famine actuelle, l'attitude des autorités soviétiques à son égard et celle des peuples civilisés constituent une nouvelle épreuve, une page nouvelle de la grande tragédie historique dont les peuples asservis par les bolcheviks sont l'enjeu ; eu égard à leur vitalité, à leur énorme force morale et matérielle intérieure, ces peuples ne peuvent manquer de se libérer tôt ou tard de cette tragédie.

L'humanité civilisée a de quoi réfléchir ! Chemin faisant, elle pourra aussi penser aux oubliés.

I. Tchoultic.

# La Famine en Ukraine

## Le sort de la nouvelle récolte en Ukraine

La presse soviétique continue à nier énergiquement l'existence de la famine en Ukraine, malgré les témoignages des journalistes étrangers et les lettres désespérées venant du pays. Mais en parcourant les journaux soviétiques on peut relater de nombreux faits concernant les conditions dans lesquelles se poursuit le stockage de la récolte démontrant une fois de plus la désorganisation qui règne dans l'économie rurale du pays.

Ainsi on constate l'allure vertigineuse avec laquelle le blé a été coupé, battu et livré aux points du stockage, afin qu'il ne tombe pas dans les mains de la population affamée. Il va sans dire que tous les travaux sont exécutés sous la surveillance de brigades militaires du Guépéou ainsi que de gardes spéciaux.

Les *Izvestia* constatent que souvent les épis sont coupés encore verts et qu'après le battage ils contiennent jusqu'à 27% d'humidité ; par négligence les grains humides et secs sont mêlés, ce qui entraîne la perte d'innombrables dépôts de céréales. Le correspondant de Simféropol signale notamment l'énorme perte de céréales, abandonnées à cause de leur humidité.

D'après ces mêmes *Izvestia* (du 3. IV.33) l'Ukraine aurait déjà livré 60% de la quantité totale par rapport au plan prévu ; quoique se référant à ce journal du 8.IX on constate les détails suivants : 1.500 wagons chargés de différentes céréales (Liman Rouge) dans la région de Temrukiv 900 tonnes moisissent au bord d'un fleuve ; plus de

37.000 tonnes sont abandonnées à découvert à Dniepropetrovsk ; plus de 160.000 tonnes de blé destinées à l'exportation, pourrissent à Tchernigiv.

Pour garder la nouvelle récolte contre la population affamée le gouvernement soviétique a recours, non seulement aux brigades spéciales, mais encore aux services des jeunes écoliers et pionniers, organisés en brigades de « cavalerie légère » et préposés à la garde des récoltes des sovkhoz.

Dans la région de Kharkiv plus de 2.500 brigades de ce genre ont été organisées ; elles ont procédé à des centaines d'arrestations de présumés « voleurs » ; c'est à dire d'affamés ; ainsi en exportant les céréales vers le Nord et vers les ports de la Mer Noire, le gouvernement soviétique continue l'organisation de la famine, tout en perdant par négligence des milliers de tonnes de grain. L'hiver qui vient se dessine sous un jour tragique pour la population ukrainienne.

## UN VOYAGE EN U.R.S.S.

Nous donnons ici les impressions d'un journaliste américain, M. Lang, qui vient de rentrer d'un long voyage en U.R.S.S. où il a pu visiter de nombreuses régions et qui a eu l'occasion de parler à beaucoup d'indigènes.

En entrant en U.R.S.S. M. Lang était plutôt sympathisant du régime bolchéviste, tout en voulant rester impartial. Mais bientôt le journaliste changea complètement d'opinion ayant été frappé par la famine qui ravage actuellement l'U.R.S.S. Car partout où M. Lang est passé soit en Ukraine, soit en Rus-

sie Blanche ou à Moscou, il voyait la famine installée en maître. L'idée essentielle qui guidait les conversations qu'il a pu avoir avec les interlocuteurs les plus divers, directeurs des trusts, communistes militants, étudiants, ouvriers, était la question du ravitaillement. La famine la-bas préside tous les actes de la vie : affamé on va à son travail, affamé on se lève de table, affamé on rentre à la maison...

Voici quelques passages de cet intéressant témoignage :

« Une vraie famine sévit en Ukraine avec tous ses méfaits habituels : typhus, villages abandonnés, cadavres enflés, cannibalisme. Quoique la récolte n'ait jamais été aussi belle, elle ne servira pas à subvenir aux besoins de la population aussi l'hiver et le printemps prochains s'annoncent encore plus terribles que ceux de cette année. Cependant en traversant les immenses étendues de l'Ukraine nous apercevions des champs non moissonnés où des grains tombaient par terre, d'autres encore où des meules énormes de céréales se consumaient lentement. Dans les gares des convois entiers de blé étaient abandonnés sur les voies. Dans d'autres régions encore des tas de betteraves pourrissaient. J'ai quitté le pays au mois d'octobre, époque à laquelle la moisson et le stockage du blé étaient terminés, mais je n'ai aperçu aucun changement dans le ravitaillement de la population, l'hiver qui vient sera encore plus dur, encore plus terrible ».

Quant aux impressions de M. Lang sur la visite de M. Herriot en U.R.S.S., elles sont également intéressantes.

« Nous étions justement à Kiev lors du passage de la délégation française. Nous avons assisté à une mise en scène qui rappelle étrangement les villages de Potiomkine du temps de Cathérine II. La veille de l'arrivée de la délégation

française, toute la population de la ville a été mobilisée pour balayer, laver, réparer les chaussées afin de donner à la ville un lustre européen. Dès le matin les magasins alimentaires, les coopératives furent fermés, la ville fut épurée de ses mendiants, de ses vagabonds affamés, aux principaux carrefours de brillants miliciens montaient la garde sur de beaux chevaux — tableau que nous ne vîmes ni après le passage de la délégation ni avant. La foule endimanchée et « joyeuse » qui flanait dans les rues nous rappela celle des « paysans » qu'exhiba autrefois Potiomkine devant Cathérine. Les voyageurs illustres étaient enthousiasmés.

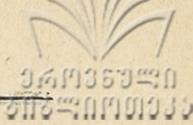
Le lendemain tout rentra dans l'ordre : les brillants miliciens disparurent et de nouveau de longues théories de gens affamés et sombres stationnaient des heures entières en quête de pain.

La même histoire se répéta dans les Cathérine. Les voyageurs illustres étaient enthousiasmés.

Le journaliste américain était en compagnie d'employés soviétiques lors de la lecture d'un journal qui donnait l'interview de M. Herriot affirmant qu'il n'avait pas vu de famine en U.R.S.S. Il fallait voir le rire sarcastique et douloureux qui accompagnait la lecture de cette interview.»

#### LE « Figaro » sur la famine en Ukraine

Le « Figaro » a reproduit une interview que son correspondant à Genève Mme D. le Lasseur a eu avec M. Choulguine, représentant du gouvernement national Ukrainien, sur l'état actuel de l'Ukraine. Après avoir donné une note générale sur ce pays, Mme L. le Lasseur passa la parole à M. Choulguine qui fit une déclaration dont nous reproduisons les passages essentiels :



« Depuis l'occupation soviétique la vie en Ukraine a perdu toute douceur. Cependant dans sa mélancolie et sa rudesse, elle était encore supportable. Maintenant, elle est devenue un véritable enfer. Le plan quinquennal — d'où sont sortis tant de travaux mirobolants, entre autres le fameux barrage qui enthousiasma si fortement M. Herriot — a épuisé le pays. Pour subvenir à tant de folles dépenses, il a fallu exporter en masse le naphte et le blé. Le Caucase du Nord et l'Ukraine sont, comme vous le savez, extrêmement fertiles. Mais les paysans ukrainiens cachaient leur blé. Pour vaincre ce « sabotage économique », les Soviets appliquèrent par force des mesures communistes. Les paysans résistèrent. Plutôt que de donner leur bétail aux « communautés », ils le détruisirent. Par centaines de mille ils furent déportés et condamnés aux travaux forcés. D'autre part, la terre elle-même, moins bien travaillée, fatiguée par le rendement excessif qu'on exigeait d'elle, perdit de sa valeur.

Toutefois, les récoltes étaient bonnes et auraient largement suffi à nourrir toute la population si, d'année en année, les Soviets n'avaient pas accru leurs exportations forcées. Déjà pour l'hiver de 1931-1932, ils laissèrent si peu de blé aux paysans qu'une famine se propagea. Elle ne fut en rien comparable, cependant, à celle que subissent actuellement les Ukrainiens. Cette fois-ci presque tout le blé a été enlevé, avec une violence accrue, sans égard aux besoins des cultivateurs. L'armée rouge occupa les champs afin qu'aucun épi ne pût être volé et tous ceux qui essayèrent de constituer quelques approvisionnements furent fusillés sans merci.

— Comment M. Herriot a-t-il pu se méprendre sur un tel état de choses.

— Vous connaissez l'histoire du fameux Potemkine — répondit M. Choul-

guine, — qui pour montrer l'Ukraine à Cathérine II, avait édifié très hâtivement, des villages décoratifs dans les lieux les plus déserts. Nous ne disons pas que les Soviets aient fait de même. Cependant, il est certain que, lors des réquisitions, quelques villages furent épargnés, laissés de côté, constitués en échantillons, en objets d'exposition. Si la famine avait été causée par une mauvaise récolte, M. Herriot n'aurait pas pu traverser l'Ukraine sans s'apercevoir de la détresse de tous. Mais la famine, nous l'avons dit, procède d'une mauvaise administration qui, par ci par là, a su se contenir. L'homme d'Etat français a donc vu des champs superbes, prospères, gardés militairement. Il voulait s'informer. Il a demandé à se rendre dans « le village le plus éprouvé » : cyniquement on lui a fait admirer un spécimen pour touristes.

— Le gouvernement russe n'a-t-il pris aucune mesure contre cette famine. Pourquoi n'a-t-il pas fait appel à l'assistance internationale.

Pour ne pas effrayer ceux auxquels il demande des crédits, il nie que la famine existe et prétend qu'il y a là une invention des ennemis du régime.

Et pour appuyer ces paroles, M. Choulguine ouvre un immense dossier où s'entassent des enveloppes bizarres faites de vieux sacs à provisions. Il en extrait quelques lettres pathétique qu'il me traduit. J'entends l'appel désespéré des pauvres gens qui, avant de mourir, risquent le peu de jours de vie qui leur reste à décrire le régime de terreur qui les écrase et supplient les Ukrainiens exilés de leur porter secours.

En terminant, mon interlocuteur m'explique que le peuple ukrainien est différent du peuple russe par la langue, par les traditions, par la mentalité. De tout temps, le paysan ukrainien a été beaucoup plus civilisé, développé que

le moujik. Pour commencer, point de «mir» en Ukraine. La plus grande partie de la terre appartenait là-bas à de petits propriétaires du même type que les paysans français. Ainsi s'explique cette passion de l'indépendance, cette horreur du collectivisme, qui empêchera toujours l'Ukraine de se plier au joug soviétique ».

#### Organisation de comités de secours aux affamés

A la fin de Septembre à Roussé en Bulgarie la colonie Ukrainienne s'est réunie en assemblée extraordinaire. Après avoir entendu les rapports de ses dirigeants M. M. Gavrylenko et Kyrylenko, elle vota une résolution de protestation contre le régime inhumain qui écrase l'Ukraine et provoque la mort de centaines de milliers d'habitants. En même

temps un Comité de secours a été créé en Bulgarie.

*Brème.* — Un comité de secours pour l'Ukraine Soviétique a été également créé sur l'initiative des ouvriers Ukrainiens de Brème.

*Chicago.* — Un comité présidé par le docteur Tarnavski a été également créé le 10 septembre à Chicago.

#### Le 29 Octobre — jour de deuil national

Toutes les organisations Ukrainiennes de Galicie aussi bien que celles des émigrés ont résolu de consacrer la journée du 29 octobre à un deuil national. Ce jour-là des messes ont été dites dans toutes les églises ukrainiennes, après quoi des réunions ont eu lieu, consacrées à la situation en Ukraine soviétique.

## Revue de la presse

### DE LA NECESSITE D'UN ORGANE DE REPRESENTATION PAN-CAUCASIENNE

La *Géorgie Indépendante*, revue géorgienne éditée à Paris, insiste, dans son éditorial, sur la nécessité de créer un organe de représentation, commun pour tout le Caucase. Après avoir relaté les difficultés politiques et économiques où se débat le monde, le journal conclut :

« Ce qui constitue un intérêt vital pour les peuples du Caucase, c'est le travail consciencieux, énergique et perspicace, des hommes et des milieux responsables qui les représentent à l'étranger. Ils doivent montrer d'une façon claire et précise aux hommes d'Etat européens l'unité politique et économique du Caucase, son passé historique et

ses aspirations actuelles. Nous avons toujours défendu ici même l'idée de confédération caucasienne, nous la défendrons toujours et il est nécessaire que la presse de nos voisins en fasse autant. Mais tout cela ne suffit pas. Il faut que le problème soit posé dans toute son ampleur sur le plan international ; il faut mettre en pleine lumière devant les yeux du monde toute l'importance du Caucase en tant que facteur de paix en général et d'équilibre économique en particulier. La sympathie est une bonne chose mais lorsqu'elle a une base d'intérêt réel, elle serait beaucoup plus active et beaucoup plus féconde.

Le temps n'attend pas. La situation générale exige impérativement la création d'un organe de direction commun pour les affaires du Caucase. Aspirer, c'est bien, mais



il faut que cette aspiration prenne une forme et qu'elle s'engage dans la voie de sa réalisation. Qui pourrait mener à bonne fin ces affaires sinon un organe pan-caucasien ?

Dépêchons-nous avant qu'il ne soit trop tard. »

#### POUR LE MOIS D'AOUT

Sous ce titré, *L'Echo de la lutte*, organe du Parti Social-démocrate géorgien, édité à Paris, consacre les lignes suivantes à l'insurrection géorgienne de 1924 :

« Aussi longtemps que vivra le peuple géorgien, aucune force ne saurait arracher du fond de son cœur le souvenir des combats héroïques de 1924. Nous ne nous faisons par d'illusion sur la valeur des faits ; nous savons que ces combats n'ont pas pu modifier la situation ni libérer la Géorgie du joug de nos ennemis ; il est vrai aussi que les meilleurs fils du peuple se sont sacrifiés par milliers à cette tentative essentiellement noble de briser le joug étranger. Mais nous pouvons dire avec toute conviction que le mois d'août constitue une date des plus fières de notre histoire ; elle a tracé au mouvement libérateur la voie vers un avenir lumineux et elle a démontré la possibilité de la victoire finale.

Qui en effet pourrait en douter lorsque, un petit peuple sans armes n'a pas eu peur d'une grande puissance et de sa force combative et lorsque par un soulèvement général, il porta à la connaissance du monde sa volonté inébranlable de rétablir la souveraineté nationale ? Dans cette lutte inégale l'ennemi a réussi à plier physiquement sous sa domination le peuple géorgien, mais est-il possible d'arrêter le cours de l'histoire ? Ce qui n'a pas réussi hier peut se réaliser demain, après-demain, dans un avenir proche ou lointain. Nous ne savons pas au juste quand sonnera l'heure de la délivrance géorgienne, mais notre foi demeure inébranlable et nous sommes convaincus que le dra-

peau lâché des mains de nos héros du mois d'août flottera de nouveau sur le palais de Tiflis. Ce n'est pas seulement un désir, c'est une nécessité historique. Il est vrai qu'après le mois d'août la Géorgie traversa toute une époque pleine d'indescriptibles souffrances et de dures expériences mais, malgré tout, elle n'a pas dévié de la voie qu'elle avait prise, elle n'a pas failli à son but suprême : le rétablissement de l'indépendance de notre pays et l'expulsion de ses frontières des hordes étrangères ont été et restent toujours le problème fondamental de notre nation.

Les héros du mois d'août ont leur tombe dans le cœur du peuple géorgien : ils y reposent en paix et goûtent leur sommeil éternel. La génération actuelle ne faillira pas à son devoir le plus sacré envers eux et envers la patrie. »

#### DES CADAVRES DANS LES RUES D'ERIVAN

Jusqu'à présent on connaissait la terrible famine qui ravage l'Ukraine et le Caucase du Nord. Aujourd'hui c'est d'Arménie que nous arrive le cri de détresse. La population fuit éperdûment le paradis soviétique, elle envahit en foule le territoire persan. Le correspondant du journal *Les Dernières Nouvelles* eut l'occasion de parler avec ces réfugiés ; voilà ce qu'il rapporte :

« Ouvrez la frontière ne fût-ce que pour douze heures, aurait déclaré un de ces malheureux rescapés, et il ne restera pas douze hommes dans toute l'Arménie. Au mois de juillet, sept adolescents tentèrent de franchir l'Araxe ; la garde frontière les aperçut, ouvrit le feu et en tua quatre. Trois seulement réussirent à gagner l'autre rive. On arrête beaucoup de fuyards dans les trains, à Djoulfa, sur les bords même de l'Araxe. Non, la vie y est impossible... De malheureuses mères abandonnent leurs enfants dans les wagons de tramway, dans les rues,

plus souvent encore devant les locaux de la milice... Rien n'est exagéré de tout ce qu'on écrit dans les journaux au sujet de la famine. J'ai vu moi-même des cadavres de gens, morts d'inanition. L'un gisait non loin du local du Torgsine, l'autre au coin de la rue Allahverdian et le troisième sur la route de la Mosquée de Djami. Une fois par jour un fourgon sanitaire fait le tour de la ville, ramasse les cadavres et les emporte hors de la ville. Non, c'est un enfer ! La famine a pris des proportions terribles.

« Qu'ils soient maudits avec leur édification socialiste!.. »

### LA FAMINE EN RUSSIE

« Le pouvoir soviétique s'efforce de dissimuler la famine en Russie, déclare M. Semenov, directeur du journal russe *Vozrojdenie*, et tous ceux qui l'aident dans cette dissimulation partagent avec lui la responsabilité des souffrances inhumaines et de la mort effroyable des affamés ». Et M. Semenov jette courageusement ce gant de défait à M. Edouard Herriot :

« Si tout ce que nous avons dit vous paraît peu convaincant, je vous propose, M. le Président, d'entreprendre avec moi un voyage en Russie. Le pouvoir soviétique ne vous refuserait peut être pas un sauf-conduit pour moi et la garantie de ma sécurité. J'accepte le nombre de tchekistes dont il estimerait devoir m'entourer pour me surveiller et je prends l'avance l'engagement de ne converser avec personne sans votre présence. Je connais la Russie, je sais où il faut aller, ce qu'il faut visiter et à qui il faut parler. Vous dirigerez vous-même toutes les conversations par l'entremise d'un interprète soviétique en ma présence. Je vous traduirai des articles et des notes de journaux soviétiques et l'ambassade française à Moscou aura soin de certifier l'exactitude de mes traductions.

Après une telle enquête vous se-

rez en droit de juger sur la valeur de nos renseignements.

Convaincu dans la sincérité de votre dévouement pour la vérité, j'espère, M. le Président, que vous accueillerez ma proposition avec toute l'attention qu'elle mérite. »

Il est douteux que M. Herriot qui, comme on dit vulgairement, d'autres chats à fouetter, se rende à cette invitation. Ce qu'il faut toutefois retenir dans toute cette affaire, c'est la question si angoissante pour tous, de la famine en Russie.

### SUR LES COTES DE LA MER NOIRE

« Nous avons signalé, écrit *Candida*, l'étrange mot d'ordre par lequel tous les journaux français se répandent en éloges sur l'U.R.S.S. Il nous semble juste de donner ici, selon notre coutume, l'autre son de cloche. Un de nos lecteurs capitaine de la marine marchande, nous écrit :

« A Touapsé, des jeunes femmes et des jeunes filles viennent s'offrir aux matelots pour du pain, des vivres divers, des vêtements de toute première nécessité, et des boîtes de lait concentré pour les petits bébés. Une nuit, un «troupeau» d'hommes, de femmes, d'enfants, se dirige vers la prison, escorté par des soldats, fusils, baïonnettes et revolver au poing. Qu'ont fait ces gens ? « Ce sont des paysans que l'on déplace », me dit-on. En février 1933, des trains partent de Touapsé, emportant des jeunes filles et des enfants du sexe féminin; elles sont entassées dans des wagons; elles partent pour un long voyage, pourvues d'une ration alimentaire minime. Voici l'explication de cette expédition : des cités industrielles, comme celles visitées par M. Herriot, ont été construites à l'intérieur de la Russie. Il y a, dans ces cités, des hommes, mais très peu de femmes. Le gouvernement y fait donc expédier ces femmes pour y former une population.

Aucune de ces malheureuses n'est consentante ; leur consentement est d'ailleurs accessoire : raison d'Etat.

A Batoum, une femme parlant très bien le français nous déclare : « Toutes les lettres sont décachetées et lues ; j'ai 250 grammes de pain par jour (et quel pain!) mais nous comptons beaucoup sur M. Herriot que je m'efforcerais de voir moi-même lors de son voyage en Russie, pour user de son influence en vue de l'amélioration de notre situation. »

A. Novorossisk, un ouvrier est sur le quai : il demande du pain. Nous lui faisons signe de monter à bord : il hésite et a peur. Enfin, il monte, entre et mange comme un affamé. Le directeur d'un hôpital russe circule de bateau en bateau, demandant des citrons : il en a le plus grand besoin et, depuis trois semaines, les approvisionnements n'arrivent pas. Combien de faits pourrais-je citer dénotant la misère, la contrainte et, si j'ajoute à cela la sentinelle à casquette que l'on rencontre partout, le passeport que l'on exhibe pour les moindres déplacements, la suppression systématique de toute relation intellectuelle avec les pays étrangers et l'établissement au profit du « parti rouge » du plus odieux « bourrage de crâne ».

### L'UNE DES CAUSES DU PACIFISME DU GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE

La revue *Revolutsiya i Natsionalnosti* éditée près les présidium du Comité central exécutif de l'Union, laquelle est en même temps l'organe officiel du Conseil des Nationalités fait un rapprochement dans l'un de ses articles entre le nationalisme à l'intérieur du pays des Soviets et le national-socialisme allemand. Au cours de cette polémique, l'organe soviétique révèle inopinément le secret du pacifisme soviétique. Le voici dans cette seule phrase, mais combien éloquent :

« Le Komintern a déclaré qu'une situation révolutionnaire immédiate n'existe encore point dans les pays capitalistes les plus importants et les plus décisifs. »

Et du moment qu'une « situation révolutionnaire immédiate n'existe point », pourquoi ne pas « se rapprocher » de ces mêmes pays capitalistes, du plus puissant d'entre eux sur le continent européen — de la France en particulier ?

### STALINE ET L'ACCORD DE LOCARNO

Dans cette même revue *« Révolution et Nationalités »* (livre N° 1) nous trouvons le point de vue de M. Staline sur l'accord de Locarno. En voici un aperçu :

L'on pourrait représenter les étranges rapports qui se sont établis entre les pays vainqueurs et l'Allemagne, par une pyramide, au haut de laquelle par ordre de puissance auraient pris place l'Amérique, la France, l'Angleterre, etc. avec le plan Yung en mains et l'inscription : « Paye ». tout en bas figurerait l'Allemagne écrasée, faisant tous ses efforts pour exécuter l'ordre de payer des milliards de contribution. Et maintenant vous voudriez peut-être savoir ce que cela signifie ? ... Eh bien, c'est « l'esprit de Locarno ».

Il convient de remarquer que cette citation de M. Staline est reproduite dans un article qui critique et justifie en même temps le mouvement national socialiste en Allemagne.

### LES OUVRIERS FONT GREVE

Le *Sotsialisticheski Vestnik* N° 20-21 du 25 octobre, journal des mencheviks russes, très renseigné sur les affaires soviétique donne quelques passages d'un communiqué du correspondant new-yorkais du *Forwards*, M. Lange qui a longtemps voyagé à travers la Russie soviétique. Il sera donné ici un passage du communiqué de M. Lange,

concernant les grèves ouvrières ; on lit :

« Vous savez, par les journaux soviétiques que l'été dernier la mobilisation en masse des écoliers pour la garde de la récolte avait été décrétée. Mais vous ignorez peut-être que les écoliers ainsi mobilisés étaient utilisés non seulement pour la garde de la « propriété socialiste sacrée » contre les paysans affamés, mais aussi... contre les grèves. Il me fut donné d'observer les faits suivants à deux reprises. Une fois en Ukraine où les écoliers avaient été mobilisés pour la récolte des betteraves ; une autre fois en Russie-Blanche, près de Bobruisk où des écoliers juifs de 6 à 14 ans avaient été mobilisés pour effectuer des travaux... dans des tourbières. Le fait est que les ouvriers occupés dans ces tourbières se mirent en grève par suite des empoisonnements, dus à la mauvaise nourriture et qui causèrent la mort, nous fut-il dit, de 200 personnes. Pour remplacer les ouvriers en grève, les enfants des écoles mobilisés sous la conduite des instituteurs furent envoyés dans les marais tourbeux.

En général, dans la lutte pour l'exécution du plan, écrit M. Lange, les autorités n'hésitent point à prendre des mesures repressives excessives contre les grévistes. Au cours de mon séjour à Minsk une grève d'ouvrières de fabrique éclata sur une question de distribution de pain, si je ne m'abuse. Mais au lieu de donner satisfaction aux ouvrières affamées, les autorités crurent mieux faire en arrêtant les « meneurs ». Je vis alors de mes propres yeux comme on les emportait sur des camions-automobiles entourés de tchekistes armés, à la prison. Cette scène produisit sur moi une impression aussi pénible que celle qu'il me fut donné de voir près de Jitomir, où d'interminables files de paysans arrêtés, sous la garde de soldats armés, étaient dirigés par étapes, d'une prison à l'autre. Et pour que ce pénible tableau ne tombât point à la vue du

public, plus particulièrement des nobles étrangers de passage, l'on faisait passer ces malheureux paysans par des chemins détournés, à travers les forêts, loin des villes ».

### EN AZERBAIDJAN L'ACTIVITE DU PARTI MOUSSAVAT

Les bolcheviks n'aiment point de parler de l'activité anti-soviétique des partis nationaux et ce n'est que lorsque cette activité « devient trop manifeste » que la presse soviétique communique à une date éloignée, les détails de cette activité. Dans un article paru dans la revue *Revolutsionnyi Vostok* N° 2 pour l'année 1933, sous le titre, « La construction kolkhozienne et la question nationale » le communiste bulgare Toboloff donne les renseignements suivants sur l'activité du parti azerbaïdjanien « Moussavat » :

« Au début de 1930 le district de Lenkoran comptait une dizaine de cellules secrètes avec 211 affiliés moussavalistes ; dans le district de Gandja le nombre d'affiliés s'élevait à 249. De nos jours évidemment (en 1933) les forces de l'ennemi de classe sont écrasées. Et cependant leurs débris ont quelque importance sur le développement de la lutte dans les rayons nationaux »

### AU TURKESTAN

L'on sait que cette année les bolcheviks ont entrepris « l'épuration » du parti. A ce sujet, la presse soviétique elle-même signale des faits assez sérieux. Ce qui a été découvert dans les rangs du parti au Turkestan a surpris les bolcheviks eux-mêmes. Voici quelques extraits de la revue déjà citée « *Révolution et Nationalités* » N° 2.

« Il existe toute une série de cas, écrit ladite revue, où l'on inscrivait à l'insu des intéressés, indigents et ouvriers agricoles dans le parti. On réunissait parfois ces éléments en un lieu, et on leur déclarait : « à partir de ce jour vous êtes membres du parti. »

Ou bien encore :

« L'indigent s'inscrivait dans une coopérative et on l'acceptait dans le parti. Dans le district de Sourkhan-Daria, ils s'incrimaient dans le syndicat rural-agricole et ouvriers forestiers et ils obtenaient ainsi la carte du parti... »

Ladite revue écrit que le « fait d'être dans le parti était considéré comme une corvée » ; en voici un exemple :

« Dans le rayon de Boukhara, un groupe d'ouvriers agricoles se présenta devant la commission de contrôle et déclara : « Si notre temps de service au sein du parti est terminé, qu'on nous laisse partir ».

Doit-on après ces faits s'étonner de voir qu'au Turkestan les rangs du parti comptent 200.000 hommes.

#### LE X<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

A l'occasion des fêtes du X<sup>e</sup> anniversaire de la République Turque ont paru de nombreux articles dans les journaux édités à l'étranger par les émigrés du Caucase et du Turkestan. Ces articles ont paru notamment dans le journal « Istiklal » par M. M. E. Rasoul Zade, chef des nationalistes azerbaïdjanais, dans le « Yourt Bilgisi » par l'ancien ministre Azerbaïdjanien M. M. Wekilli, et par l'éminent prof. de Stamboul A. Djafar Oglu, dans le « Yach Turkestan », par le chef des jeunes turkestanais — M. M. Tchokaï Oglu et dans le « Emel Meemuesi » par l'ancien président du Parlement de Crimée. M. Djaper Seit Ahmet, et « Milli Yol ».

Tous ces articles expriment de chaleureuses félicitations et des souhaits à la jeune république turque et font ressortir le progrès accompli par le peuple tûre en rendant les hommages mérités à l'homme qui a su diriger les destinées de la Turquie, Ghazi Mustapha Kemal Pacha. En même temps tous ces articles expriment le regret que les représentants des peu-

ples du Caucase, de l'Ukraine ainsi que les représentants des peuples d'origine turke de l'ancienne Russie n'aient pu participer à la célébration de cet événement, tandis que les représentants de la Russie Soviétique — cette ennemie acharnée de la liberté des peuples — ont été chaleureusement accueillis à Stamboul et à Angora. Ce fait, naturellement, ne pouvait pas ne pas causer une sensation d'amertume et de regret dans les cœurs de ceux qui luttent contre les bolcheviks pour reconquérir l'indépendance de leurs patries.

### .....

## Conférence sur Sayat-Nova

Mardi, 14 novembre, nous avons eu le plaisir d'entendre, Salle de la Société Savante, une conférence consacrée à la mémoire du célèbre *achough Sayat-Nova*, qui vécut au XVIII<sup>e</sup> siècle et amusa la cour d'Irakly II, roi de Géorgie. *Achough* veut dire « musicien ambulante » mais Sayat-Nova s'il déambulait dans les rues de Tiflis n'en fut pas moins citoyen géorgien placé par surcroît sous la protection directe du roi « La musique prend sa source dans la langue », disait le grand Wagner. Sayat-Nova, fils d'un réfugié arménien venu d'Alep, naquit à Tiflis, il y vécut et grandit, il y reçut sa formation morale et intellectuelle. La langue géorgienne n'était donc pas un idiome étranger à son génie. C'est ce que d'ailleurs il a prouvé par ses œuvres évoquées et brillamment commentées par les deux conférenciers de talent : M. M. Amirédjibi et Zavriev.

Durant deux heures, les deux conférenciers tinrent captée l'attention d'une nombreuse assistance et, à la fin ils furent longuement et chaleureusement applaudis.

G.

E 5114E  
1933